

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1007

14 mai 2011

SOMMAIRE

AHS International S.A.	48329	Sartene S.A. - SPF	48290
AHS International S.A.	48329	SEP	48290
AMPOS Holding S.A.	48330	Société Domaine de Bois Le Roi S.A.	48336
Archon Investments S.A.	48332	Speedolux S.à r.l.	48292
Art-Bâti Promotions Sàrl	48333	STM Citadel S.A.	48292
Art-Bâti Promotions Sàrl	48333	TAYABOL HOLDING S.A., société de ges-	
Art Bâti SCI	48329	tion de patrimoine familial	48293
Art Bâti SCI	48329	TAYABOL HOLDING S.A., société de ges-	
Avalon Holding S.A., SPF	48333	tion de patrimoine familial	48293
Breuilhe S.A.	48336	Topper S.à r.l.	48292
Cheetah Resources	48332	Town Real Estate S.A.	48293
FR Barra 9 S.à r.l.	48290	Trans Rock Investment S.à r.l.	48293
Green Point Holdings S.C.A.	48294	Turbo Holding International B.V.	48293
H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen		Tvikobb S.A.	48294
S.C.A.	48294	VDL Participations S.à r.l.	48326
LDI S.à r.l.	48334	Veranda-Lux S.A.	48326
OWR Holdings S.A.	48327	Wacapou Leasing S.A.	48326
Patricofisi S.A. Holding	48334	Wilic S.à r.l.	48326
Pavillon S.A.	48290	Yoaké Lounge Spa Luxembourg	48327
Provibe S.A.	48330	Zebedee S.A., SPF	48329
Sàrl du Clos des Acacias	48326	Zermattel S.à r.l.	48332

FR Barra 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.018,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 153.156.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 février 2011.

Référence de publication: 2011028649/11.

(110034900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2011.

Sartene S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 19.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046805/10.

(110052623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

SEP, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 142.473.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2011046808/11.

(110052207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Pavillon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 90.511.

L'an deux mille dix, le vingt neuf décembre,

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Pavillon S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.511, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy (ci-après la «Société»), constituée suivant un acte du notaire sous-signé en date du 20 décembre 2002, publié au Mémorial C numéro 125 du 7 février 2003, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 25 février 2005 et publié au Mémorial C numéro 737 le 25 juillet 2005.

L'assemblée est déclarée ouverte à 15.10 heures sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Madame Cristiana SCHMIT, employée demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Constat que West One S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.511, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (ci-après la «Société Absorbante»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 14 juillet 2006, publié au Mémorial C numéro 1935 du 13 octobre 2006, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, est l'actionnaire unique de la Société (ci-après également la «Société Absorbée»).

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2530 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et

(ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'actionnaire de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale CONSTATE que la Société Absorbante est devenu l'actionnaire unique de la Société Absorbée en vertu d'un contrat de cession daté du 15 novembre 2010.

Deuxième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010 et publié au Mémorial C numéro 2529 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

Troisième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Quatrième résolution

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Cinquième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à (i) deux administrateurs de la société Olos Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.333, et ayant son siège social à L-2370 Howald (Hesperange), 1, rue Peterelchen, Grand-Duché de Luxembourg, agissant conjointement, et (ii) un administrateur de la société Olos Management S.A., précitée, agissant conjointement avec soit Monsieur Daniel Gillard, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, soit Monsieur Marc Streibel, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, pour faire tout ce qui

est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à 1.300,- EUR.

Dont acte fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristina SCHMIT, Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 07 janvier 2011. Relation GRE/2011/174. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME

Junglinster, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026715/97.

(110031892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Speedolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 40, rue de Bragançe.

R.C.S. Luxembourg B 27.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046814/10.

(110052867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

STM Citadel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.824.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046817/10.

(110052713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Topper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Topper S.à r.l.

Roel Schrijen

Gérant

Référence de publication: 2011046823/13.

(110052153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Trans Rock Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 109.905.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011046824/11.

(110052475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

TAYABOL HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 81.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Référence de publication: 2011046828/11.

(110052135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

TAYABOL HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 81.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Référence de publication: 2011046829/11.

(110052136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Town Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 137.017.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011046840/11.

(110052206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Turbo Holding International B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 97.050.

Les Comptes Annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Pour la Société

Référence de publication: 2011046842/12.

(110052416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Tvikobb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 94.913.

Les comptes annuels au 30 avril 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046844/9.

(110052591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Green Point Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions,

(anc. H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A.).

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.664.

In the year two thousand and eleven, on the eleventh day of February.

Before us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 5, Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 156664, incorporated on 8 November 2011 pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2770 of 16 December 2010 (the "Company").

The meeting is opened with Mr. Ferdinand Bark, attorney-at-law, residing in Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary and scrutineer Ms. Fanny Kindler, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of the language of the articles of incorporation of the Company from English and French to English and German.

2. Reduction of the par value of the Company's shares down to one Cent (EUR 0.01).

3. Creation of new class A1, A2, A3, A4, B1 and B2 share classes and conversion of the existing Ordinary Shares into shares of such share classes.

4. Increase of the share capital of the Company from its current amount of thirty-one euro (EUR 31,000) up to an amount of one ninety one thousand four hundred fifty five euro and fifty eight cent (EUR 91,455.58) through the issuance of two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A1 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A2 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A3 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A4 shares, three million eighteen thousand two hundred and thirty-one (3,018,231) class B1 shares and three million eighteen thousand two hundred and thirty-one (3,018,231) class B2 shares.

5. Creation of an authorized share capital of an amount of one million euro (EUR 1,000,000).

6. Full restatement of the Company's articles of incorporation (including an amendment of the Company's corporate purpose).

7. Change of the name of the Company from "H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A." to "Green Point Holdings S.C.A.".

8. Appointment of an independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) in replacement of the Company's supervisory board (conseil de surveillance).

9. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties, will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to change the language of the articles of incorporation of the Company from English and French to English and German.

Second resolution

The general meeting resolves to reduce the par value of the Company's shares down to one Cent (EUR 0.01) and to subsequently re-allocate the share capital of the Company in the following manner:

- each existing Ordinary Share having a nominal value of one euro (EUR 1) shall entitle its holder to one hundred (100) Ordinary Shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01);
- the existing Management Share having a nominal value of one euro (EUR 1) shall entitle its holder to one hundred (100) Management Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01).

Third resolution

The general meeting resolves to create the following new share classes in the share capital of the Company: class A1 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class A1 Shares"), class A2 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class A2 Shares"), class A3 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class A3 Shares"), class A4 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class A4 Shares"), class B1 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class B1 Shares") and class B2 shares with a nominal value of EUR 0.01 each (the "Class B2 Shares").

The general meeting subsequently resolves to convert the existing Ordinary Shares as follows:

- one million five hundred and forty-nine thousand nine hundred and fifty (1,549,950) Ordinary Shares shall be converted into one million five hundred and forty-nine thousand nine hundred and fifty (1,549,950) Class B1 Shares; and
- one million five hundred and forty-nine thousand nine hundred and fifty (1,549,950) Ordinary Shares shall be converted into one million five hundred and forty-nine thousand nine hundred and fifty (1,549,950) Class B2 Shares.

Fourth resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of thirty-one euro (EUR 31,000) up to an amount of ninety one thousand four hundred fifty five euro and fifty eight cent (EUR 91,455.58) through the issuance of two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A1 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A2 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A3 shares, two thousand two hundred and seventy-four (2,274) class A4 shares, three million eighteen thousand two hundred and thirty-one (3,018,231) class B1 shares and three million eighteen thousand two hundred and thirty-one (3,018,231) class B2 shares (together, the "Newly Issued Shares").

The Newly Issued Shares have been subscribed and paid up as follows:

(1) six hundred and eighty-two (682) Class A1 Shares, six hundred and eighty-two (682) Class A2 Shares, six hundred and eighty-two (682) Class A3 Shares, six hundred and eighty-two (682) Class A4 Shares, one thousand one hundred and eighty-seven (1,187) Class B1 Shares and one thousand one hundred and eighty-seven (1,187) Class B2 Shares have been subscribed by H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd., a company organized under the laws of Cayman Islands and incorporated in Cayman Islands under registration number 249126 and whose registered office is at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, for a total subscription price of fifty one euro and two cents (EUR 51.02), entirely allocated to the share capital of the Company;

(2) four hundred and fifty-four (454) Class A1 Shares, four hundred and fifty-four (454) Class A2 Shares, four hundred and fifty-four (454) Class A3 Shares, four hundred and fifty-four (454) Class A4 Shares, four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) Class B1 Shares and four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) Class B2 Shares have been subscribed by Raycrown Limited, a company incorporated and existing under the laws of Cyprus under registration number 217936 and whose registered office is at 3, Themistocles Dervis Street, Julia House, Nicosia 1066 Cyprus, for a total subscription price of eight thousand six hundred and fifty-four euro fifty-two cents (EUR 8,654.52), entirely allocated to the share capital of the Company;

(3) two hundred and eighty (280) Class A1 Shares, two hundred and eighty (280) Class A2 Shares, two hundred and eighty (280) Class A3 Shares, two hundred and eighty (280) Class A4 Shares, six hundred and thirty-six thousand three hundred and sixty-three (636,363) Class B1 Shares and six hundred and thirty-six thousand three hundred and sixty-three (636,363) Class B2 Shares have been subscribed by HMAJG Co. LLC, a company organized under the laws of Delaware, USA, and incorporated in Delaware, USA, under registration number 48998508 at Delaware, USA, and whose registered office is at 2257 Westville Road, Town of Marydel, County of Kent, Delaware 19964, USA, for a total subscription price

of twelve thousand seven hundred and thirty-eight euro fortysix cents (EUR 12,738.46), entirely allocated to the share capital of the Company;

(4) three hundred and eighty-two (382) Class A1 Shares, three hundred and eighty-two (382) Class A2 Shares, three hundred and eighty-two (382) Class A3 Shares, three hundred and eighty-two (382) Class A4 Shares, eight hundred and sixty-eight thousand thirty-two (868,032) Class B1 Shares and eight hundred and sixty-eight thousand thirty-two (868,032) Class B2 Shares have been subscribed by DSD Holdings Limited, a company organized under the laws of Cayman Islands and incorporated in Cayman Islands under registration number 251391 and whose registered office is at 4th Floor, Anderson Square, 64 Shedden Road, PO Box 10324, KY-1003 Grand Cayman, Cayman Islands, for a total subscription price of seventeen thousand three hundred and seventy-five euro ninety-two cents (EUR 17,375.92), entirely allocated to the share capital of the Company;

(5) three hundred and one (301) Class A1 Shares, three hundred and one (301) Class A2 Shares, three hundred and one (301) Class A3 Shares, three hundred and one (301) Class A4 Shares, seven hundred and six hundred and eighty-three thousand one hundred and four (683,104) Class B1 Shares and six hundred and eighty-three thousand one hundred and four (683,104) Class B2 Shares have been subscribed by Florida Greenpoint LLC, incorporated and organized under the laws of Florida under registration number L11000016382 and whose registered office is at, 695 South County Road, Palm Beach, Florida 33480-4806, USA, for a total subscription price of thirteen thousand six hundred and seventy-four euro twelve cents (EUR 13,674.12), entirely allocated to the share capital of the Company;

(6) seventy-five (75) Class A1 Shares, seventy-five (75) Class A2 Shares, seventy-five (75) Class A3 Shares, seventy-five (75) Class A4 Shares, one hundred and seventy thousand four hundred and fifty-five (170,455) Class B1 Shares and one hundred and seventy thousand four hundred and fifty-five (170,455) Class B2 Shares have been subscribed by Olivier Haarmann, 41 Lansdowne Road, London W11 2LQ, UK, for a total subscription price of three thousand four hundred and twelve euro ten cents (EUR 3,412.10), entirely allocated to the share capital of the Company; and

(7) one hundred (100) Class A1 Shares, one hundred (100) Class A2 Shares, one hundred (100) Class A3 Shares, one hundred (100) Class A4 Shares, two hundred and twenty-seven thousand two hundred and seventy-two (227,272) Class B1 Shares and two hundred and twenty-seven thousand two hundred and seventy-two (227,272) Class B2 Shares have been subscribed by Patrik Smulders, 57 Bassett road, London W10 6JR, UK, for a total subscription price of four thousand five hundred and forty-nine euro forty-four cents (EUR 4,549.44), entirely allocated to the share capital of the Company.

All the Newly Issued Shares have been entirely paid in cash so that the amount of sixty thousand four hundred and fifty-five euro fifty-eight cents (EUR 60,455.58) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The subscribers of the Newly Issued Shares now enter the meeting in order to vote upon the remaining items of the agenda.

Fifth resolution

The general meeting resolves to create an authorized share capital of an amount of one million euro (EUR 1,000,000). During the period of five years from the date of the publication of the articles of association of the Company as restated by the present deed, the sole manager of the Company shall be authorised to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as it shall see fit.

The general meeting further resolves in accordance with article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915, as amended, to authorize the sole manager of the Company to suppress the preferential right of subscription of the existing shareholders within the limits of the authorized share capital.

Sixth resolution

The general meeting resolves to fully restate the articles of incorporation (including the Company's corporate purpose), which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Name - Duration - Purpose - Registered office - Shareholders' liability.

1.1. Name

There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société en commandite par actions under the name of "Green Point Holdings S.C.A." (the "Company").

1.2. Duration

The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

1.3. Purpose

(a) The Company's purpose is the creation, holding and development of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, including existing loans, claims or receivables as well as equity instruments,

debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio in view of its realization by sale, public offering, exchange or otherwise.

(b) It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector, the Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

(c) Within the same restriction as in Article 3.2, the Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may in particular:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

1.4. Registered office

(a) The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(b) Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the General Partner.

(c) It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting of Shareholders"), adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

(d) Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

1.5. Shareholders' liability

The Company's general partner, Green Point Holdings GP S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number RCS B 156 646, having its registered office at 5 rue Guillaume Kroll - BP2501, L-1025 Luxembourg, (the "General Partner") shall be personally and indefinitely liable for all corporate liabilities which cannot be paid out of the Company's assets. Any other shareholder (associé commanditaire) shall only be liable up to the amount of his/her/its commitment to the Company.

Art. 2. Share capital - Shares - Register of shares - Ownership and Transfer of shares.

2.1. Share capital

(a) Issued share capital

(i) The Company's issued share capital is set at EUR 91,455.58 (in words: Euro ninety one thousand four hundred fifty five and fifty eight Cent), consisting of the following 9,145,558 (in words: nine million one hundred forty five thousand five hundred fifty eight) shares, all shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each:

a) 2,274 (in words: two thousand two hundred seventy-four) class A1 shares;

b) 2,274 (in words: two thousand two hundred seventy-four) class A2 shares;

c) 2,274 (in words: two thousand two hundred seventy-four) class A3 shares;

d) 2,274 (in words: two thousand six hundred eighty-four) class A4 shares (together with the class A1 shares, the class A2 shares and the class A3 shares, the "Class A Shares");

e) 4,568,181 (in words: four million five hundred sixty eight thousand one hundred eighty one) class B1 shares, and

f) 4,568,181 (in words: four million five hundred sixty eight thousand one hundred eighty one) class B2 shares (together with the class B1 shares, the "Class B Shares"), and

g) 100 (in words: one hundred) management shares.

(ii) Under the terms and conditions provided by law and notwithstanding the authorisation granted to the General Partner in Article (b), the Company's issued share capital may be reduced or increased by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

(b) Authorised share capital

(i) The Company's authorised share capital ("Authorised Share Capital") is set at EUR 1,000,000 (in words: Euro one million).

(ii) During a period of time of five years from the date of publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew, to increase or to reduce the Authorised Share Capital, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, the General Partner be and is hereby authorized to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares, within the limit of the Authorised Share Capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued, subject to Articles (c) and (d).

(iii) This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five years.

(iv) Under the terms and conditions provided by law, the Company's authorised share capital may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

(c) Creation of Additional Classes of Shares

If the second last class of the Class A Shares are redeemed or repurchased by the Company, the shareholders shall promptly vote in favor of and create three new classes of Class A Shares with the same par value per share, the same number (per class and in total) and the same economic and legal rights as all redeemed or repurchased classes of Class A Shares, which are to be issued to the owners of the redeemed or repurchased Class A Shares pro rata to their holding in such redeemed or repurchased Class A Shares and against payment in cash of respective nominal amounts ("Refill Issuance"), if and to the extent no Authorised Share Capital exists. If and to the extent the Company has a sufficient amount of Authorised Share Capital, the creation of the new classes of Class A Shares shall be resolved by the General Partner in accordance with the rules set out in the preceding sentence. If and to the extent a shareholder decides not to subscribe for such new shares, the total number of issued Class A Shares shall be reduced by the non-subscribed portion. The General Partner may determine in its sole and absolute discretion subject to Supermajority any deviations from the provisions of this paragraph.

In addition, if the current Authorised Share Capital is expired, the shareholders shall vote in favour to create new Authorised Share Capital up to the amount foreseen in these articles of association.

For the creation of new classes of Class A Shares or creation or increase of Authorised Share Capital according to this Article (c) no Supermajority shall be required.

(d) Preferential Subscription Rights

(i) Subject to the provisions of the Companies Law and except as determined by the shareholders in accordance with Article (ii), each shareholder holding Class A Shares shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares (irrespective of which class) in return for contributions in cash at the same price per share for each class of shares and other pro rata conditions as under such new issuance, except for (i) any Refill Issuance (the subscription rights of which are regulated in Article (c)) and (ii) issuances in connection with a management incentive plan. The preferential right of subscription for each shareholder shall be proportional to the ratio of the number of the Class A Shares held by such shareholder to the total number of Class A Shares of the Company, in each case prior to such new issuance. The Company shall give the shareholder at least 10 Business Days prior to the proposed issuance a written notice setting forth the consideration that the Company intends to receive and the terms and conditions upon which the shares shall be issued. A shareholder must give written notice to the Company within 5 Business Days after receipt of the notice by the Company, if and to which extent it wants to exercise his preferential subscription right pursuant to this section. "Business Day" means a day other than a Saturday or Sunday or on which banks generally are open for business in Luxembourg.

(ii) Such preferential subscription right may be limited or abolished by a resolution of the General Meeting of Shareholders approved in accordance with Article 17.2 with Supermajority.

2.2. Shares

(a) The Company's share capital is divided into Class A Shares, Class B Shares and one hundred management shares, each of them having the same par value.

(b) All Class A Shares shall be identical in all respects. All Class A Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class A Shares. Each Class A Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) All Class B Shares shall be identical in all respects. All Class B Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class B Shares. Each Class B Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(d) The management shares shall entitle the holder thereof to one hundred votes on all matters upon which shareholders have the right to vote. However, the statutory veto right of the General Partner shall be excluded. The

management shares shall receive, to the extent permissible by law, a dividend of 5% per annum of their par value, but shall not share in the payment of other dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends.

(e) All shares are redeemable shares. Subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable upon request of the Company in accordance with the provisions of article 49-8 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended. The redemption of the redeemable shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with the funds received by the Company as an issue premium) or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed shares bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or the liquidation proceeds. The redeemed shares shall be cancelled within a reasonable delay after redemption.

(f) The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution, without prejudice to Article 17.

(g) The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

(h) Shares may be issued in denominations of less than one share. Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares.

2.3. Register of shares

(a) A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to Article 9.5 as well as any security rights granted on shares.

(b) Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

2.4. General provisions

(a) Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the General Partner, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

(b) The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

(c) The General Partner must at all times hold at least one management share of the Company and may only transfer the sole share or the entirety of shares held by him/her/it, as the case may be, inter vivos or in the event of death, to a successor manager, to be appointed by the General Meeting of Shareholders in the manner required for an amendment of these articles of association.

(d) Any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which the General Partner may record such transfer in the register of shares. The General Partner may refuse to record a transfer if the declaration or the notification, as the case may be, does not provide for the precise designation of the new shareholder and the number of shares held by him.

(e) The Company, through the General Partner, may also accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

(f) Any transfer of shares shall only become effective towards the Company and third parties if the provisions of the Securityholders Agreement have been fulfilled. "Securityholders Agreement" shall mean the securityholders agreement between, amongst others, the shareholders of the Company, the Company, the General Partner and other persons dated on or around 11 February 2011, as amended.

(g) If any shareholder becomes or is Insolvent under Applicable Law such shareholder can be excluded from the Company, upon a resolution by all shareholders of the Company (including the Insolvent one) with Supermajority. In case of an exclusion, the Company must pay to such shareholder as consideration for the shares held by him an amount equal to the ratio of such shareholder's economic participation in the Equity Value. Such economic participation is calculated by the amount to which such shareholder would be entitled to (irrespective on which of its shares or other securities such amount was to be allocated), if, immediately prior to such exclusion, the total Equity Value was to be distributed pursuant to Articles 6.2(d). "Equity Value" means the aggregate market value of the Company as determined by the General Partner in its reasonable discretion. Such consideration shall be due and payable, if the Company has sufficient cash available, which can be distributed to such shareholder. "Applicable Law" in respect of any person, property, transaction or event, means all present and future laws, statutes, regulations, treaties, judgments and decrees applicable to

that person, property, transaction or event and, whether or not having the force of law, all applicable official directives, rules, consents, approvals, authorizations, guidelines, orders and policies of any governmental authority having or purporting to have authority over that person, property, transaction or event. "Insolvent" means a shareholder becomes or is adjudged insolvent or bankrupt, or commences (or has commenced against it) winding up, liquidation or other insolvency proceedings under Applicable Law.

2.5. Transfer of shares

(a) Each Transfer of shares must be affected in accordance with Article 17.2, 2.5 through 2.8. In the event of a conflict between this Article (a) and other provisions in these articles of association, this Article (a) shall prevail. Unless otherwise approved by the shareholders with Supermajority, each Transfer must be effected as Transfer of the same Proportionate Percentage per each class of shares which the Transferring shareholder to Transfer. For example, if a shareholder holds Class A and Class B Shares and intends to transfer 10% of its Class A Shares, it must simultaneously Transfer 10% of its Class B Shares to the same Person.

(b) No shareholder may effect any Transfer (including for the avoidance of doubt any Permitted Transfer) nor shall the Company issue any shares to any Person who is not a party to the Securityholders Agreement without first obtaining from the transferee or subscriber an instrument of adherence (and such other instrument or deed as applicable and necessary) agreeing to be bound by the terms of the Securityholders Agreement (in case of Transfer, in the position of the transferor including its special rights, provided that in case of a Transfer to any Person other than an Affiliate of the respective transferor the special rights for the Services Fees and another fee (as defined and outlined in the Securityholders Agreement) shall cease to exist and cannot be Transferred), materially in the form of the draft attached to the Securityholders Agreement, executed (as a deed, if necessary) in favor of the parties to the Securityholders Agreement, and delivering this to such parties at their registered offices. Any Transfer of any shares in violation of any provision of the Securityholders Agreement or these articles of association shall not be approved by the General Partner and accordingly will be void and of no effect, and the Company shall not give effect to such Transfer nor record such Transfer on its books or treat any purported transferee of such shares as the owner of such shares for any purpose.

(c) For the purpose of ensuring that a particular Transfer lodged for registration is permitted under, or made in accordance with, the Securityholders Agreement and these articles of association, the Company may require the transferor or the transferee to provide such information or evidence as the General Partner may reasonably think necessary or relevant. If such information or evidence is not provided to the good faith satisfaction of the General Partner within 28 Business Days after a request for it (or the first in a series of requests), the General Partner may refuse to register the Transfer in question.

(d) The General Partner may, in its sole and absolute discretion and without giving any reason, refuse to register any Transfer of any shares which would otherwise be permitted under, or made in accordance with the Securityholders Agreement and these articles of association if it is a Transfer:

- (i) of shares on which the Company has any legal right or interest; or
- (ii) of shares for which the holder of such shares owes all or a portion of the subscription price to the Company.

(e) An obligation to Transfer or issue shares under the Securityholders Agreement and these articles of association shall be deemed to be an obligation to Transfer or issue the entire legal and beneficial interest in such shares free from any lien, charge or other encumbrance.

(f) Any Transfer of shares shall also deemed to occur and, therefore, be subject to the Securityholders Agreement and these articles of association, if there is a Change of Control regarding Philippe Graf von Stauffenberg's Control of Raycrown Limited, H.I.G. Europe Capital Partners, L.P.'s Control of H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd. ("H.I.G."), Hyman Bielski's Control of HMAJG Co. LLC, Endeavour Growth Fund's Control of DSD Holdings Limited, and Lorne Abony's Control of Florida Greenpoint LLC.

(g) "Affiliates" when used with reference to any Person, means any other Person

(i) Controlled by such first Person, (ii) who or which Controls such first Person, or (iii) with which such first Person is under the common Control of another, provided that any Person serving as the investment advisor to or manager of another Person shall be deemed an Affiliate of such other Person and vice versa; provided further that any two Persons managed or advised by the same investment advisor or manager or an Affiliate thereof shall be deemed to be Affiliates of each other.

"Change of Control" means where a Person, alone or together with Persons acting in concert with that Person, who has Control of any body corporate (including partnerships) ceases to do so or if another Person, alone or together with Persons acting in concert with that Person, acquires Control of it.

"Control" (including the terms Controlled and Controlling) means, in respect of any Person, (i) the legal or beneficial ownership, directly or indirectly, of more than 50% of the voting rights in such Person or, with respect to a trust, of more than 50% of the beneficial interest in such trust or holding such position as trustee or in similar capacity, or (ii) the power to manage, govern or otherwise direct the management and policies of such Person, or to appoint the managing and governing bodies of such Person or a majority of the members thereof, directly or indirectly and whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise. For the avoidance of doubt, a limited partnership shall be deemed to be Controlled by its general partner.

"Drag" means the drag along rights contained in 2.7.

"Exchange" means an internationally recognized investment exchange or automated quotation system.

"Family Member" means, in relation to any natural person, the spouse, widow or widower of that person and that person's children and grandchildren (including step and adopted children and grandchildren).

"Initial Public Offering" means an initial public offering of any Shares or shares of any subsidiary of the Company in connection with an admission to listing or to trading on an Exchange.

"Investors" means Raycrowd Limited, H.I.G., HMAJG Co. LLC, DSD Holdings Limited, Florida Greenpoint LLC, Oliver Haarmann, Patrik Smulders, and their respective successors.

"Listing" means any admission to listing or to trading on an Exchange of any shares or shares of any subsidiary of the Company but excluding an Initial Public Offering.

"Offering" means an underwritten or placed offering of shares, but, for the avoidance of doubts, excludes any Initial Public Offering.

"Permitted Transfer" means any Transfer of shares permitted under 2.8.

"Person" means any individual, sole proprietorship, partnership, body corporate, corporation, company, unlimited company, trust, joint venture, any governmental authority or any incorporated or unincorporated entity or association of any nature and includes a natural person in his or her capacity as trustee, executor, administrator or other legal representative.

"Tag" means the tag-along rights as set out in Article 2.7(b).

"Transfer" means, subject to Applicable Laws, any transaction which seeks to, or results (directly or indirectly) in, the transfer, mortgage, encumbrance, charge or other disposal of shares or an interest (whether economic or voting) therein, for valuable consideration or for free, even when carried out by way of public auction, voluntarily or by virtue of a judicial decision, including sales, contributions, exchange transactions, transfers of universalities of assets, mergers, demergers, absorptions, liquidations or similar transactions, as well as the granting of options to purchase or sell, or securities or other instruments that are exercisable or exchangeable for, or convertible into, shares or the conclusion of any swap or other agreement that results or is reasonably likely to result in a complete or partial transfer of the economic benefits, the legal or beneficial ownership and/or the voting rights of shares, regardless of whether such a transaction is realized by means of delivery of securities, in cash or otherwise (including granting of trustee or nominee rights). Notwithstanding any provision to the contrary in the Securityholders Agreement or these articles of association, any Transfer by any partner, unitholder, securityholder or other participant in any fund who is directly or indirectly a shareholder (each such partner, unitholder, securityholder or other participant, a "Fund Participant") of any interest in such fund to any person who is, or as a result of the Transfer becomes, a Fund Participant, shall not, and shall not be deemed to, be a Transfer for any purpose under the Securityholders Agreement or these articles of association, unless such Transfer by the Fund Participant leads to a Change of Control in such fund.

"Trust" means, in relation to a natural person, a trust under which no beneficial interest in any of the shares is for the time being vested in any person other than that person and/or a Family Member of that person.

2.6. Right of First Offer

(a) If H.I.G. intends to Transfer any of its shares to a Third Party Purchaser after the fourth anniversary of the date of these articles of association, H.I.G. shall, prior to the execution of any drag or tag along rights under 2.7, be obliged to offer to the other shareholders (such persons the "Beneficiaries") to Transfer to them the shares which it intends to Transfer ("Right of First Offer"). H.I.G. shall inform the Beneficiaries about such intended Transfer in writing ("Pre-emption Offer") and such Pre-emption Offer shall only include (i) the purchase price asked by H.I.G. for the respective shares, (ii) H.I.G.'s guarantees regarding clean title in the respective shares to be Transferred and (iii) any closing conditions required by Applicable Law (e.g. merger control clearance). The Beneficiaries shall be entitled to accept the Pre-emption Offer in whole only for a purchase price of 81% of the price stated in the Pre-emption Offer within 20 Business Days following receipt thereof ("Acceptance Period") by way of a binding acceptance declaration (as provided for under Applicable Law) ("Acceptance Declaration") and shall in case they accept the Pre-emption Offer pay the purchase price as contained in their Acceptance Declaration (i.e., such price must be 81% of the price stated in the Pre-emption Offer), simultaneously with the Transfer of the shares at stake, within five Business Days after the last (other) closing condition as mentioned in the Pre-emption Offer has been fulfilled, but in any event not less than 30 Business Days after the expiry of the Acceptance Period. If such payment is not made when due, H.I.G. can Transfer such shares to the Third Party Purchaser and Articles (c) through (e) shall apply respectively, but the 86% threshold in Articles (c) and 2.7(a)(iv) shall be reduced to 81% and the 14% threshold in Article 2.7(d) shall be increased to 19%.

Internally amongst the Beneficiaries, they are entitled to accept the Pre-emption Offer pro rata to the Class B Shares they hold in all Beneficiaries' Class B Shares. The Beneficiaries must state in their respective Acceptance Declaration whether they want to accept the Pre-emption Offer only pro rata or whether they are willing to acquire all shares offered in the Pre-emption Offer. If any of the Beneficiaries does not duly accept the Pre-emption Offer, its portion shall automatically be allocated to such Beneficiaries who have stated to acquire all shares pro rata to the Class B Shares they hold in all such Beneficiaries' Class B Shares. If no Class B Shares are outstanding at the respective time, the Class A Shares should be used as reference instead. Any or all of the Beneficiaries accepting the Pre-emption Offer may agree in writing

on a different allocation amongst the respective agreeing Beneficiaries. For the avoidance of doubts, if the Pre-emption Offer is not accepted fully by the Beneficiaries (whether pro rata, or by reallocation or agreement pursuant to this paragraph), it is not accepted at all.

(b) If (i) H.I.G. makes a Right of First Offer after the fourth but prior to the fifth anniversary of the date of these articles of association or (ii) H.I.G. makes a Right of First Offer and intends to exercise afterwards the drag along and other rights pursuant to Article (d), H.I.G. shall mandate one bank or other financial institution and the General Partner (without the Directors proposed for nomination by H.I.G.) shall within five Business Days after having received a request by H.I.G. to do so get a mandate from another bank or other financial institution to determine the fair market value of the Company and, accordingly, the purchase price for the Pre-emption Offer. If the General Partner fails to get a mandate in time, only the institution determined by H.I.G. will determine such amounts. If two institutions are duly mandated and they cannot agree on a fair market value of the Company and, accordingly, the purchase price for the Pre-emption Offer within 15 Business Days after the expiry of the above five Business Day period, H.I.G. and the General Partner shall negotiate in good faith to agree on such amounts, and, failing to do so, agree on a third bank or other financial institution to determine such amounts. If H.I.G. and the General Partner cannot agree on such amounts or the institution within five Business Days after the expiry of the above 15 Business Day period, each of them may request the institute of auditors in Germany (Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V.), Düsseldorf, to nominate a reputable, tier 1 bank which shall determine within 15 Business Days after such request the fair market value of the Company and, accordingly, the purchase price for the Pre-emption Offer. Such determination shall be irrevocable and binding on all parties. If (i) there is only one financial institution making the final assessment, or if the two institutions agree on the final assessment and (ii) if such fair market value of the Company and, accordingly, the purchase price for the Pre-emption Offer consists of a price range (instead of a figure), the purchase price for the Pre-emption Offer shall be the mid-price of such range

(c) If the Beneficiaries do not duly (including fully) accept the Pre-emption Offer, the Right of First Offer shall expire and H.I.G. shall be free to sign a respective agreement regarding the Transfer of such shares to any Third Party Purchaser within four months after the expiry of the Acceptance Period (for the avoidance of doubts, closing of such transaction must not occur within such four months period) provided, however, that the purchase price for such shares shall not be less than 86% of the purchase price provided for in the Pre-emption Offer. For the avoidance of doubt, any additional warranties, indemnities, or any other rights not materially affecting the purchase price, granted by H.I.G. to the Third Party Purchaser regarding the shares to be Transferred shall not qualify as a purchase price reduction for such shares, but any reduction of liquidity flow at closing of such transaction below 86% of the purchase price provided for in the Pre-emption Offer shall be taken into account when assessing whether the final purchase price is less than 86% of the purchase price provided for in the Pre-emption Offer. In the event the Third Party Purchaser offers to H.I.G. less than 86% of the purchase price as originally provided for in the preceding Pre-emption Offer, H.I.G. shall be entitled to furnish to the Beneficiaries having accepted the preceding Pre-emption Offer a revised Pre-emption Offer and such Beneficiaries shall, again only with respect to all shares offered by H.I.G., have a new Right of First Offer to be exercised in accordance with 2.6 (including the second paragraph of Article (a)) provided that such revised Pre-emption Offer can only be accepted within 20 Business Days upon its receipt. In case such Beneficiaries do not duly (including fully) accept the revised Pre-emption Offer, such Pre-emption Right shall expire and H.I.G. shall be free to Transfer such shares to any Third Party Purchaser within six months after the expiry of such new acceptance period for a purchase price of not less than 86% of the purchase price provided for in the revised Pre-emption Offer. For the avoidance of doubts, in case of a lower purchaser price, sentences 3 and 4 of this Article shall apply accordingly. In case such Beneficiaries duly (including fully) accept the revised Pre-emption Offer, they shall pay the purchase price as contained in their new acceptance declaration, simultaneously with the Transfer of the shares at stake, within five Business Days after the last (other) closing condition as mentioned in the revised Pre-emption Offer has been fulfilled, but in any event not less than 30 Business Days after the expiry of the new acceptance period. If such payment is not made when due, H.I.G. can Transfer such shares to the Third Party Purchaser and Articles (c) through (e) shall apply respectively, but the 86% threshold in this Article (c) and in Article 2.7(a)(iv) shall be reduced to 81% and the 14% threshold in Article 2.7(d) shall be increased to 19%.

(d) If the (original or any revised) Pre-emption Offer is not duly (including fully) accepted by the Beneficiaries and H.I.G. has offered under the (original or new) Right of First Offer all (but not less than all) of its shares, H.I.G. shall have a drag along right regarding all shares of the other Securityholders and Article 2.7(a) shall apply accordingly. Instead of exercising such drag along right, H.I.G. may at its sole and absolute discretion decide to (indirectly) sell and Transfer (taken as a whole) 100% of all assets of the Company (including by way of an asset sale) to a Third Party Purchaser, in which any net proceeds shall be distributed by the Company to the shareholders pursuant to these articles of association and the Securityholders Agreement. The Parties already now consent to such sale and Transfer and undertake upon request of H.I.G. to do everything (including voting at shareholder meeting and instructing their nominated Directors) to effect such sale, Transfer and distribution. H.I.G. shall only be entitled to exercise the drag along and other rights pursuant to Articles (a) through (d) at a maximum of two times within any 12-months-period.

(e) If (i) the (original or any revised) Pre-emption Offer is not duly (including fully) accepted by the Beneficiaries, (ii) H.I.G. sells all or some of its shares pursuant to this 2.6 and (iii) the drag along right, if any, has not been exercised by H.I.G., all other shareholders shall have a tag along right pro rata for their shares, and Article 2.7(b) shall apply accordingly. For the avoidance of doubts, if and to the extent the tag along right is not exercised, H.I.G. may Transfer its shares pursuant to Section 2.7(b)(iv).

(f) After the fifth anniversary of the date of these articles of association, Articles (a) (except for the reference in the last sentence of its first paragraph to Article (d)) and (c) (except for the reference in its last sentence to Article (d)) shall apply respectively to the other shareholders (other than a potential management participation vehicle); for the avoidance of doubts, none of the shareholders other than H.I.G. shall have the right to exercise the drag along and other rights pursuant to Article (d). If (i) the (original or any revised) Pre-emption Offer of the respective other shareholders is not duly (including fully) accepted by the Beneficiaries, and (ii) such other shareholder sells all or some of its shares pursuant to this 2.6, all other shareholders shall have a tag along right pro rata for their shares, and Article 2.7(b) shall apply accordingly. For the avoidance of doubts, if and to the extent the tag along right is not exercised, the shareholder making the Pre-emption Offer may Transfer its shares pursuant to Section 2.7(b)(iv). The other shareholders shall only be entitled to exercise such rights pursuant to Articles (a) (except for the reference in the last sentence of its first paragraph to Article (d)), (c) (except for the reference in its last sentence to Article (d)) and (f) at a maximum of two times within any 12-months-period.

2.7. Drag along and tag along rights

(a) Drag Along Rights

(i) If in accordance with Article 2.5(a) a shareholder or a group of shareholders proposes to Transfer shares (the "Drag Securityholders" and the relevant shares proposed to be Transferred the "Block") to a bona fide arm's length purchaser in respect of which there are no collateral benefits or arrangement with respect to such Transfer (a "Third Party Purchaser"), then such Drag Securityholders may deliver a written notice (the "Drag Along Notice") to all other shareholders (the "Other Drag Securityholders"). This drag along right shall also apply in case of an Offering or Listing. Such Drag Along Notice shall be delivered at least 15 Business Days prior to the proposed closing of the relevant Transfer from the Drag Securityholder to the Third Party Purchaser and shall contain a representation that there are in respect of the Third Party Purchaser no collateral benefits or arrangement with respect to such Transfer and shall specify in reasonable detail the identity of the prospective transferee, the number and class of shares held by the Drag Securityholders that are proposed to be Transferred and the purchase price per shares and any other terms and conditions of the Transfer. The Drag Securityholder(s) shall, at the latest two Business Days prior to the proposed closing of the relevant Transfer, provide the Other Drag Securityholders with a copy of the respective agreement(s) entered into by the Drag Securityholder(s) and the Third Party Purchaser. For the avoidance of doubts, (i) any Family Member or Trust of a Securityholder being a natural person, or with respect to Raycrown Limited a Family Member or Trust of Philippe Graf von Stauffenberg, or with respect to Florida Greenpoint LLC a Family Member or Trust of Lorne Abony, or with respect to HMAJG Co. LLC a Family Member or Trust of Hyman Bielski, or any Affiliate of any Securityholder, and (ii) any transferee to whom shares are transferred pursuant to a management incentive plan of the Company and its subsidiaries (if any), if permitted under 2.6 or pursuant to Article (c), shall not be regarded as Third Party Purchaser. Delivery of the Drag Along Notice shall be deemed an election by the Third Party Purchaser to purchase a Proportionate Percentage of the shares of the respective Other Drag Securityholders.

(ii) The Drag Along Notice shall constitute the binding agreement of the Drag Securityholders and the Third Party Purchaser and the participating Other Drag Securityholders to purchase and sell, respectively, the respective number and class of shares of such Other Drag Securityholders to the Third Party Purchaser on the completion of the Transfer of the Block, without any further action required. Any completion of the Transfer of shares of the Other Drag Securityholders pursuant to the Drag Along Notice shall take place (i) at the same time as completion of the Transfer of the Block and (ii) on terms and conditions based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes being at least as favorable as are applicable to the Block.

(iii) If, in connection with the Transfer of any Block, the Drag Securityholders do not issue a Drag Along Notice requiring all Other Drag Securityholders to Transfer a respective Proportionate Percentage of their shares to a Third Party Purchaser, then the Drag Securityholders must issue a Sale Notice in accordance with Article (b) and the other shareholders may exercise their rights under that Article (b). For the avoidance of doubt, neither pre-emption rights nor any right of first refusal applies to a Transfer of a Block or to the Transfer of shares pursuant to a Drag-Along Notice.

(iv) On completion of the Transfer of the Block and the Other Drag Securityholders' shares, at least 86% of the respective purchase price provided for in the applicable Pre-emption Offer shall be paid in cash, in full, on closing and the remainder may be put in or be subject to an escrow for claims in connection with such transaction whether pursuant to such Transfer or otherwise, and the General Partner shall register the respective Transfer in the Company's share register. All certificates issued in relation to the relevant shares shall be deemed to be cancelled.

(v) "Proportionate Percentage" means the ratio of the number of shares to be included by the Drag Securityholder or, respectively, Transferring Securityholder in the respective Transfer to the total number of shares of such Drag Securityholder or, respectively, Transferring, Securityholder, calculated per class of shares.

(b) Tag Along Rights

(i) If in accordance with Article 2.5(a), a shareholder or group of shareholders (the "Transferring Securityholder") proposes to Transfer to a Third Party Purchaser any number of shares (the "Tag Securities") and no Drag Along Notice has been sent to all shareholders, then at least 15 Business Days prior to the proposed closing of such Transfer, the relevant Transferring Securityholder shall deliver a written notice (the "Sale Notice") to all other shareholders (the "Other Securityholders") offering the Other Securityholders the option to participate in such proposed Transfer through the

Transfer of a Proportionate Percentage of the shares of such Other Securityholders to the Third Party Purchaser (for the avoidance of doubt, only if shares are not already to be Transferred under the Drag). Such Sale Notice shall specify in reasonable detail the identity of the prospective transferee, the number and class of shares held by the Transferring Securityholder that are proposed to be Transferred and the purchase price per shares and any other terms and conditions of the Transfer.

(ii) Any Other Securityholder may, within 5 Business Days of the receipt of a Sale Notice, give written notice (each, a "Tag Along Notice") to the Transferring Securityholder stating that such Other Securityholder wishes to participate in such proposed Transfer and specifying the number of shares of such Other Securityholder to be included in such proposed Transfer, such number and classes corresponding to the Proportionate Percentage.

(iii) Such Tag Along Notice shall constitute the binding agreement of the Transferring Securityholder and the participating Other Securityholders to purchase and sell, respectively, the respective number of shares of such Other Securityholders to the Third Party Purchaser. The Company shall refuse to register any Transfer of the Transferring Securityholder's shares unless the Third Party Purchaser also acquires the shares of the Other Securityholders in accordance with this Articles (b).

(iv) If none of the Other Securityholders gives the Transferring Securityholder a timely Tag Along Notice with respect to the Transfer proposed in the Sale Notice, the Transferring Securityholder may Transfer the shares specified in the Sale Notice on the terms and conditions set forth in the Sale Notice within 60 Business Days following the date set for delivery of Tag Along Notices. If one or more Other Securityholders give the Transferring Securityholder a timely Tag Along Notice, then the Transferring Securityholder shall use all reasonable efforts to cause the prospective Transferee to agree to acquire all shares specified in all Tag Along Notices that are timely given to the Transferring Securityholder, upon the same (based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes) terms and conditions as are applicable to the Transferring Securityholder's shares. If such prospective Transferee is unwilling or unable to acquire all shares proposed to be included in such sale upon such terms and conditions, then the Transferring Securityholder may elect either to cancel such proposed Transfer or to allocate the maximum number of shares that the prospective Transferee(s) is willing to purchase per class among the Transferring Securityholder and the Other Securityholders who have given the Transferring Securityholder timely Tag Along Notices in proportion to such Securityholders' Proportionate Percentages. Any shares specified in the Sale Notice that are not Transferred within such period referred to above and otherwise in accordance with this Articles (b) may not be Transferred until they are again offered to the shareholders under the procedures specified in Articles (b) (if and to the extent applicable).

(v) Any completion of the Transfer of shares of the Other Securityholders pursuant to the Tag Along Notice shall take place (i) at the same time as completion of the Transfer of the Tag Securities and (ii) on terms and conditions based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes being at least as favorable as are applicable to the Tag Securities.

(vi) For the avoidance of doubt, the Other Securityholders shall have the rights set out in Section (b) regardless of whether the Transferring Securityholder shall have provided a Sale Notice in compliance with its obligations under the applicable article.

(c) Investors' Put Option

At any time one of the Investors is a shareholder, each of the Investors has the right to offer to sell and Transfer all (but not less than all) of its shares to a future management participation vehicle for an aggregate purchase price of EUR 1 for all its respective shares (the "Put Option"). If an Investor exercises the Put Option ("Exercising Investor"), Article 2.6(a) shall apply respectively, provided that Beneficiaries shall mean all Investors other than the Exercising Investor and that the Pre-emption Offer can be accepted by each Investor (other than the Exercising Investor) in the ratio of the number of shares of such Investor to the aggregate number of shares of all Investors (other than the Exercising Investors) and, if not all Investors accept the Pre-emption Offer, in parts only. If and to the extent the respective Investors do not duly (including fully) accept the Preemption Offer, the future management participation vehicle herewith commits to accept such (remaining) Put Option offer and to undertake all measures required to effect such Transfer as soon as practicable, in no event later than fifteen days after the offer has been made.

(d) The shareholders acknowledge that no shareholder or any Affiliate of any shareholder will be required to make any representations, warranties or indemnities in connection with any Transfer affected in accordance with this 2.7, other than representations, warranties and indemnities pro rata to that of the Drag Securityholder(s) or, respectively, the Transferring Securityholder, but with respect to (clear) title of shares only for the shares of the shareholder giving such representations, warranties and indemnities; provided that the Third Party Purchaser shall agree in the purchase agreement with the Drag Securityholders or Transferring Securityholder, as the case may be, that it shall only have recourse against the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be, for breaches of the representations, warranties and covenants referred to in this Article (d) for such an amount that is at least not less favourable (on a pro rata basis) for the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be, compared to the Drag Securityholders or Transferring Securityholder, as the case may be, equal to not more than 14% of the purchase price provided for in the applicable Pre-emption Offer (and up to the purchase price agreed with the Third Party Purchaser in case of representation, warranties and indemnities with respect to (clear) title), and that any indemnity therefore shall be the exclusive remedy vis-à-vis the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be.

2.8. Permitted transfer of shares

(a) Shares may be Transferred by a shareholder who is a natural person to a Family Member or Trust of that shareholder or from a Family Member or Trust to another Family Member or Trust of the same shareholder or from the beneficiaries of a Trust to any new beneficiaries of the same Trust at any time; provided that, for the purposes of this 2.8, a Trust, a beneficiary of a Trust and person being a Family Member does not include an insolvent or bankrupt entity or person or a beneficiary in insolvency or bankruptcy proceedings. Articles (a) through (c) shall apply respectively for Transfers by Raycrown Limited to a Family Member or Trust of Philippe Graf von Stauffenberg, by Florida Greenpoint LLC to a Family Member or Trust of Lorne Abony, and by HMAJG Co. LLC to a Family Member or Trust of Hyman Bielski.

(b) If any Family Member who has acquired shares from a shareholder pursuant to this 2.8 ceases to bear the relationship as Family Member to that shareholder (including by virtue of Article (c)) by which the Transfer qualified as a Permitted Transfer under this 2.8, that Family Member shall forthwith Transfer the relevant shares back to that shareholder for such consideration as they may agree or, in default of agreement within 10 Business Days of the cessation, for the consideration (if any) for which that Family Member had acquired them. In the event that such Transfer is not completed within the prescribed time, the General Partner may appoint any Director to execute instruments of Transfer in favor of the original shareholder and shall procure that the name of the original shareholder be entered into the Company's register of shareholders in respect of such shares, and the respective transferee and transferor are deemed to have consented to such appointment. These provisions shall apply, mutatis mutandis, with regard to a Trust that has acquired shares from a shareholder pursuant to this 2.8 and which ceases to satisfy the definition of a Trust such that the beneficiaries of the Trust shall forthwith Transfer the relevant shares back to the original shareholder or to a Family Member of such original shareholder.

(c) In the event of the death of a shareholder, shares Transferred by such shareholder to a Family Member may remain with such Family Member and shares held by such shareholder at the time of death may be Transferred to a Family Member; provided, however, that in each case the Family Member holding such shares shall not have the rights set forth in Article 2.7(b), but, for the avoidance of doubt such shareholder shall be subject to Article 2.7(a).

(d) In addition, any shareholder may Transfer any shares:

(i) at any time to an Affiliate of such shareholder (including, for the avoidance of doubt, indirectly through a corporate reorganization), provided that in the event that any Affiliate that has acquired shares from such shareholder ceases to be an Affiliate of such shareholder then such Affiliate shall forthwith transfer such shares back to such shareholder (or an Affiliate thereof);

(ii) at any time to any Person in the case of a Transfer pursuant to the Tag or Drag; for the avoidance of doubts, for the Transfer leading to such Tag and Drag a Supermajority shall be required (subject to Article (iv));

(iii) at any time under a management incentive plan of the Company and its subsidiaries, if any;

(iv) at any time if permitted under 2.6 (including Transfers by H.I.G. or another shareholder, who has made a Pre-emption Offer, to Third Party Purchasers following the procedures under 2.6); and

(v) pursuant to Article 2.7(c).

(e) Subject to other relevant provisions in these articles of association and the Securityholders Agreement, the General Partner shall be obliged to register any Permitted Transfer that falls within the provisions of this 2.8.

Art. 3. General meeting of shareholders.

3.1. Powers of the general meeting of shareholders

(a) Any regularly constituted General Meeting of Shareholders shall represent one of the Company's bodies. The General Meeting of Shareholders is vested only with the powers mandatorily reserved to it by law and by these articles of association.

(b) If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the General Meeting of Shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

3.2. Convening general meetings of shareholders

(a) The General Meeting of Shareholders may at any time be convened by the board of directors of the General Partner or by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

(b) Annual General Meeting

(i) The annual General Meeting of Shareholders may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

(ii) Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time in Luxembourg as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

(c) The board of directors of the General Partner or the statutory auditor(s), as the case may be, must convene an annual General Meeting of Shareholders within a period of six months from closing the Company's accounts, which shall be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified

in the notice of such meeting. The annual General Meeting of Shareholders is held on the second Tuesday of May at 10.00 a.m., unless otherwise agreed by all shareholders. If such day is a legal holiday, the annual General Meeting of Shareholders must be held on the next following business day.

(d) The board of directors of the General Partner or the statutory auditor(s), as the case may be, may convene an extraordinary General Meeting of Shareholders at any time. Any extraordinary General Meeting of the Shareholders may also be convened by any shareholder(s) who owns shares representing 10% or more of the Company's issued share capital.

(e) The convening notice for any General Meeting of Shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least 14 days prior to the date scheduled for the meeting.

(f) One or several shareholders, representing in the aggregate at least 10% of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any General Meeting of Shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least seven days prior to the date scheduled for the meeting.

(g) If all shareholders are present or represented at a General Meeting of Shareholders and state that they have been informed of the agenda of the meeting, the General Meeting of Shareholders may be held without prior written notice.

The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or electronic mail, of any shareholder with respect to itself.

3.3. Quorum, Conduct of general meetings of shareholders

Unless otherwise required by law, a General Meeting of Shareholders (annual or extraordinary) shall not have a quorum, unless (within thirty minutes after the time appointed for such General Meeting of Shareholders) shareholder (s) holding at least 75% of the issued share capital of the Company are present or represented at such meeting. If a meeting is, or during the meeting becomes, inquorate, it shall be adjourned for the agenda items for which no quorum exists to a date which is 7 days after such adjourned meeting at the same time and address. Such reconvening notice shall be sent by the chairman of the board of directors of the General Partner within 24 hours of the adjournment to all shareholders and shall re-produce the inquorate agenda items and indicate the date and the results of the adjourned meeting. The reconvened meeting shall be quorate with respect to the adjourned agenda items regardless of the proportion of the votes present or represented at such meeting.

A board of the meeting shall be formed at any General Meeting of Shareholders composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the General Meeting of Shareholders and who need not be shareholders.

If all the shareholders present at the General Meeting of Shareholders decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be, to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable.

The board of the meeting shall ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders. An attendance list must be kept at any General Meeting of Shareholders.

(a) Participation at Meetings

(i) Any shareholder of the Company may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person, shareholder or not, as its proxy in writing transmitted as original, by telefax, electronic mail, or telegram, a copy of which being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders. The General Partner may determine other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any General Meeting of Shareholders.

(ii) Any shareholder of the Company may participate in a General Meeting of Shareholders by conference call, video conference or by any similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other on a continuous basis and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

(iii) Each shareholder may vote at any general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, telefax or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

(iv) Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

3.4. Shareholder Approval

Save as otherwise required by law, all actions submitted to the Company's shareholders for approval shall be approved by a simple majority of the shareholders present or represented.

Certain measures to be taken by the Company as listed in the Securityholders Agreement require, in addition to a shareholders or board resolution or other measures, the prior written consent of shareholders holding at least 75% of the issued share capital of the Company (the "Supermajority"). For the avoidance of doubt, for the purpose of calculating such special majority each shareholder shall be calculated and entitled to consent, even if it would be prohibited from voting.

3.5. Amendment of the articles of association

Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted with a majority of two-thirds of the votes validly cast at such meeting where at least 75% of the Company's issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed with a majority of two-thirds of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting.

3.6. Minutes of general meetings of shareholders

(a) The board of any General Meeting of Shareholders shall draw the minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon request.

(b) A copy of the minutes shall be sent to all shareholders as soon as practicable after each meeting.

(c) The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

(d) Copies or extracts from such minutes shall be certified conform by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or by two members of the board of directors of the General Partner.

Art. 4. Management.

4.1. General Partner's powers

(a) The Company shall be managed by the General Partner. The other shareholders shall neither participate in, nor interfere with the Company's management and shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity.

(b) The General Partner is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate object. All powers not mandatorily reserved by the law, or by these articles of association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

(c) The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the signature of the General Partner or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the General Partner. The Company may also grant special powers of attorney to any person acting alone or jointly with others as representatives of the Company.

4.2. Replacement of the General Partner

The General Partner may be revoked and replaced at any time, without notice and without cause by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association and the approval of shareholders holding at least 75% of the Company's issued share capital.

4.3. Vacancy in the General Partner's office

In the event of death, legal incapacity or otherwise, preventing the General Partner from acting as Company's manager, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the General Meeting of Shareholders appoints, without undue delay, an administrator, who need not be a shareholder, in order that he/she/it effect urgent acts and simple administrative acts, until a General Meeting of Shareholders is held, which such administrator shall in such case convene within 15 days from his/her/its appointment. At such general meeting, the shareholders shall resolve on the appointment of a successor to the General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved or shall change its legal form.

4.4. Resolutions in Writing

(a) The General Partner shall draw and sign resolutions in writing.

(b) Copies or extracts from such resolutions shall be certified conform by three members of the board of directors of the General Partner, whereby one of them must have been proposed for appointment by Raycrowne Limited, one by H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd. and one by DSD Holdings Limited.

Art. 5. Supervision of the company.

5.1. Supervisory Board

(a) The operations of the Company shall be supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board"), comprising at least three (3) members. The Supervisory Board may be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and may authorize any actions of the General Partner that may, pursuant to law or regulation or under these articles of association, exceed the powers of the General Partner. The General Meeting of

Shareholders shall appoint the members of the Supervisory Board and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-elected. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman. Any member of the Supervisory Board may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

(b) The members of the Supervisory Board have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company. For carrying out its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor (commissaire).

(c) If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of the Supervisory Board shall be suppressed.

(d) Any independent auditor may only be removed with cause or with its approval by the general meeting of shareholders.

Art. 6. Financial year - Profits - Interim dividends

6.1. Financial year The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

6.2. Profits

(a) From the Company's annual net profits 5% at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to 10% of the Company's issued share capital.

(b) Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

(c) In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed 10% of the issued share capital.

(d) Under the terms and conditions provided by law, the General Partner shall determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the Securityholders Agreement.

6.3. Interim dividends – Share premium

(a) Under the terms and conditions provided by law, the General Partner may proceed to the payment of interim dividends.

(b) The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholders by a resolution of the General Partner, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 7. Liquidation.

7.1. Liquidation

(a) Without prejudice to Article 2, in the event of a loss of half of the Company's issued share capital, the General Partner shall convene a General Meeting of Shareholders, to be held within a period not exceeding two months from the date at which such loss has been or should have been ascertained by the General Partner. In such case, the General Meeting of Shareholders shall deliberate on the Company's dissolution, as deemed suitable, in the manner required for an amendment of these articles of association.

(b) The same rules shall apply in case of a loss of at least three quarters of the Company's issued share capital, provided that, in such case, dissolution shall only take place if approved by one fourth of the votes validly cast at the general meeting. All shareholders agree that they will not vote in favour of such dissolution and will vote instead in favour of a continuation of the Company, unless the dissolution is approved by prior written consent of shareholders holding at least 75% of the issued share capital of the Company.

(c) In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the General Meeting of Shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration. Article 26.4 shall apply respectively for the allocation of the net proceeds of the Company's assets following the liquidation, if any. At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse des Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Art. 8. Governing law, Language

8.1. Governing law, Language

These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (Companies Law). The English version of these articles of association shall be binding.

Seventh resolution

The general meeting resolves to change the name of the Company from “H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A.” to “Green Point Holdings S.C.A.”.

Eighth resolution

The general meeting resolves to appoint KPMG Audit S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered address at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 103590, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company in replacement of the Company's supervisory board (conseil de surveillance). The mandate of the independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) shall end at the general meeting of shareholders of the Company called to approve the annual accounts of the Company for the financial year ended on 31 December 2011.

The general meeting further resolves to grant full discharge to the members of the Company's supervisory board (conseil de surveillance) for their mandate in such capacity from the date of incorporation of the Company until the date of this general meeting.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences,

Es folgt die deutsche Übersetzung des voranstehenden Textes

Im Jahr zweitausendelf am elften Februar.

Vor Maître Joseph Elvinger, Notar, ansässig in Luxemburg,

findet eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A. statt, einer société en commandite par actions mit Geschäftssitz in 5, Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 156664, gegründet am 8. November 2011 gemäß einer Urkunde von Notar Maître Joseph Elvinger und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2770 vom 16. Dezember 2010 veröffentlicht (die „Gesellschaft“).

Die Versammlung wird um ... Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Ferdinand Bark, Rechtsanwalt, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, eröffnet,

der Frau Fanny Kindler, maître en droit, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg zum Schriftführer und zum Stimmzähler bestellt.

Da die Leitung der Versammlung damit bestellt ist, erklärt der Vorsitzende Folgendes und bittet den Notar anzugeben:

I. - Dass die Tagesordnung der Versammlung die Folgende ist:

Tagesordnung

1. Änderung der Sprachen der Satzung der Gesellschaft von Englisch und Französisch in Englisch und Deutsch.
2. Reduzierung des Nennwertes der Aktien der Gesellschaft auf einen Cent (EUR 0,01).
3. Schaffung neuer Aktienklassen A1, A2, A3, A4, B1 und B2 und Umwandlung der bestehenden einfachen Aktien in Aktien solcher Aktienklassen.
4. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem gegenwärtigen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) auf einen Betrag von einundneunzig tausend vierhundertfünfundfünfzig Euro und achtundfünfzig Cent (EUR 91,455.58) durch die Ausgabe von zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) Aktien der Klasse A1, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) Aktien der Klasse A2, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) Aktien der Klasse A3, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) Aktien der Klasse A4, drei Millionen achtzehn tausend zweihunderteinunddreißig (3.018.231) Aktien der Klasse B1 und drei Millionen achtzehn tausend zweihunderteinunddreißig (3.018.231) Aktien der Klasse B2.
5. Schaffung eines genehmigten Aktienkapitals in Höhe von einer Million Euro (EUR 1.000.000).
6. Vollständige Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft (einschließlicher Änderung des Gesellschaftszweck der Gesellschaft).
7. Änderung des Namens der Gesellschaft von „H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A.“ in „Green Point Holdings S.C.A.“.
8. Ernennung eines unabhängigen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé) im Austausch gegen den Aufsichtsrat (conseil de surveillance) der Gesellschaft.
9. Verschiedenes.

II. - Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Stimmrechtsvertreter der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien auf der Anwesenheitsliste eingetragen sind, die Anwesenheitsliste, die von den Aktionären, den Stimmrechtsvertretern der vertretenen Aktionäre und der Leitung der Versammlung unterschrieben ist, der vorliegenden Urkunde angefügt bleibt und diese zum gleichen Zeitpunkt bei den Meldebehörden eingereicht werden. Die Stimmrechtsvertreter der vertretenen Aktionäre, die mit dem Vermerk *ne varietur* von den erschienenen Parteien abgezeichnet sind, bleiben der beiliegenden Urkunde ebenfalls angefügt.

III. - Dass das gesamte Grundkapital bei der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten ist, und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, dass sie ordnungsgemäß benachrichtigt wurden und ihnen die Tagesordnung vor der Versammlung vollständig bekannt war und keine Einberufungsschreiben notwendig waren.

IV. - Dass die gegenwärtige Versammlung, die das gesamte Grundkapital vertritt, regelmäßig zusammengesetzt ist und alle Tagesordnungspunkte wirksam erwägen kann. Die Hauptversammlung fasst nach Erwägung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Sprachen der Satzung der Gesellschaft von Englisch und Französisch in Englisch und Deutsch abzuändern.

Zweiter Beschluß

Die Hauptversammlung beschließt, den Nennwert der Aktien der Gesellschaft auf einen Cent (EUR 0,01) zu reduzieren und die nachfolgende Neuzuteilung des Grundkapitals der Gesellschaft wie folgt zuzuteilen:

- Jede bestehende Aktie mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1) berechtigt den Inhaber zu einhundert (100) Aktien mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01);
- Die bestehende Managementaktie mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1) berechtigt den Inhaber zu einer (100) Managementaktie mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01).

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Schaffung der folgenden neuen Aktienklassen für das Grundkapital der Gesellschaft: Aktien der Klasse A1 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse A1“), Aktien der Klasse A2 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse A2“), Aktien der Klasse A3 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse A3“), Aktien der Klasse A4 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse A4“), Aktien der Klasse B1 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse B1“) und Aktien der Klasse B2 mit einem Nennwert von je EUR 0,01 („Aktien der Klasse B2“).

Die Hauptversammlung beschließt nachfolgend die Umwandlung der bestehenden Aktien wie folgt:

- eine Millionen fünfhundertundneunundvierzig tausend und neunhundertfünfzig (1.549.950) Aktien werden umgewandelt in eine Million fünfhundertundneunundvierzig tausend und neunhundertfünfzig (1.549.950) Aktien der Klasse B1,
- eine Millionen fünfhundertundneunundvierzig tausend und neunhundertfünfzig (1.549.950) Stammaktien werden umgewandelt in eine Million fünfhundertundneunundvierzig tausend und neunhundertfünfzig (1.549.950) Aktien der Klasse B2,

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, das Grundkapital der Gesellschaft von seinem gegenwärtigen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) bis auf einen Betrag von einundneunzig tausend vierhundertfünfundfünfzig Euro und achtundfünfzig Cent (EUR 91.455,58) durch die Ausgabe von zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) neuer Aktien der Klasse A1, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) neuer Aktien der Klasse A2, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) neuer Aktien der Klasse A3, zweitausend zweihundertvierundsiebzig (2.274) neuer Aktien der Klasse A4, drei Millionen achtzehn tausend zweihunderteinunddreißig (3.018.231) Aktien der Klasse B1 und drei Millionen achtzehn tausend zweihunderteinunddreißig (3.018.231) Aktien der Klasse B2 (zusammen „Neu Ausgegebene Aktien“) zu erhöhen. Die neu Ausgegebenen Aktien wurden wie folgt gezeichnet und bezahlt: eintausendeinhundertsiebenundachtzig (1.187) Aktien der Klasse B1 und eintausendeinhundertsiebenundachtzig (1.187) der Klasse B2 wurden von H.I.G. Europe- Duales System Deutschland. Ltd., einer Gesellschaft organisiert gemäß dem Recht der Cayman Islands, gegründet und bestehend auf den Cayman Islands, registriert unter der Registernummer 249126 mit Geschäftssitz in c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglard House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, für einen Gesamtzeichnungspreis von einundfünfzig Euro und zwei Cent (EUR 50,02), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt. und gezeichnet,

(1) sechshundertzweiundachtzig (682) Aktien der Klasse A1, sechshundertzweiundachtzig (682) Aktien der Klasse A2, sechshundertzweiundachtzig (682) Aktien der Klasse A3, sechshundertzweiundachtzig (682) Aktien der Klasse A4,

(2) vierhundertundvierundfünfzig (454) Aktien der Klasse A1, vierhundertundvierundfünfzig (454) Aktien der Klasse A2, vierhundertundvierundfünfzig (454) Aktien der Klasse A3, vierhundertundvierundfünfzig (454) Aktien der Klasse A4, vierhunderteinunddreißigtausend und achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B1 und vierhunderteinunddreißigtausend und achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B2 (413.818) wurden von Raycrowne Limited gezeichnet,

einer Gesellschaft gegründet und bestehend gemäß den Rechten von Zypern, unter Registernummer 217936, mit Gesellschaftssitz in 3 Themistocles Dervis Street Julia House, Nicosia 1066, Zypern, für einen Gesamtzeichnungspreis in Höhe von achttausend sechshundertvierundfünfzig Euro und zweiundfünfzig Cent (EUR 8.654,52), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt.

(3) zweihundertachtzig (280) Aktien der Klasse A1, zweihundertachtzig (280) Aktien der Klasse A2, zweihundertachtzig (280) Aktien der Klasse A3, zweihundertachtzig (280) Aktien der Klasse A4, sechshundertsechsdreißigtausend und dreihundertdreißig (636.363) Aktien der Klasse B1 und sechshundertsechsdreißigtausend und dreihundertdreißig (636.363) Aktien der Klasse B2 wurden von HMAJG Co. LLC gezeichnet, einer Gesellschaft organisiert und gegründet gemäß dem Recht von Delaware, USA, registriert unter Registernummer 48998508 mit Geschäftssitz in 2257 Westville Road, Town of Marydel, County of Kent, Delaware 19964, USA, zu einem Gesamtzeichnungspreis von zwölftausend siebenhundertachtunddreißig Euro und sechsundvierzig Cent (EUR 12.738, 46), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt,

(4) dreihundertzweiundachtzig (382) Aktien der Klasse A1, dreihundertzweiundachtzig (382) Aktien der Klasse A2, dreihundertundzweiundachtzig (382) Aktien der Klasse A3, dreihundertundzweiundachtzig (382) Aktien der Klasse A4, achthundertdreißigtausendzweiunddreißig (823.032) Aktien der Klasse B1, achthundertdreißigtausendzweiunddreißig (823.032) der Klasse B2 wurden von DSD Holdings Limited gezeichnet, einer Gesellschaft organisiert und gegründet gemäß dem Recht der Cayman Islands, registriert unter Registernummer 251391, mit Geschäftssitz in 4th Floor, Anderson Square, 64, Shedden Road, PO Box 10324, Grand Cayman, KY1-1003 Cayman Islands, zu einem Gesamtzeichnungspreis von siebenzehntausend dreihundertfünfundsiebzig Euro und zweiundneunzig Cent (EUR 17.375,92), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt;

(5) dreihundertundeine (301) Aktie der Klasse A1, dreihundertundeine (301) Aktie der Klasse A2, dreihundertundeine (301) Aktie der Klasse A3, dreihundertundeine (301) Aktien der Klasse A4, sechshundertdreißigtausendeinhundertvier (683.104) Aktien der Klasse B1, sechshundertdreißigtausendeinhundertvier (683.104) Aktien der Klasse B2 wurden von Florida Greenpoint LLC, einer Gesellschaft mit Geschäftssitz in 695 South County Road, Palm Beach Florida, USA 33480-4806, zu einem Gesamtzeichnungspreis von dreizehntausend sechshundertvierundsiebzig Euro und zwölf Cent (EUR 13.674,12), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt;

(6) fünfundsiebzig (75) Aktien der Klasse A1, fünfundsiebzig (75) Aktien der Klasse A2, fünfundsiebzig (75) Aktien der Klasse A3, fünfundsiebzig (75) Aktien der Klasse A4, einhundertsechzigtausend vierhundertfünfundfünfzig (170.455) Aktien der Klasse B1, einhundertsechzigtausend vierhundertfünfundfünfzig (170.455) Aktien der Klasse B2 wurden von Olivier Haarmann gezeichnet, mit Wohnsitz in 41 Lansdowne Road, London W 11 2 LQ, UK, zu einem Gesamtzeichnungspreis von dreitausend vierhundertzwölf Euro und zehn Cent (EUR 3.412,10), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt;

(7) einhundert (100) Aktien der Klasse A1, einhundert (00) Aktien der Klasse A2, einhundert (100) Aktien der Klasse A3, einhundert (100) Aktien der Klasse A4, zweihundertundsiebenundzwanzig tausend und zweihundertzweiundsiebzig (227.272) Aktien der Klasse B1, zweihundertundsiebenundzwanzig tausend und zweihundertzweiundsiebzig (227.272) Aktien der Klasse B2 wurden von Patrik Smulders gezeichnet, mit Wohnsitz 57 Bassett road, London W 10 6 JR, UK; zu einem Gesamtzeichnungspreis von viertausend fünfhundertneunundvierzig Euro und vierundvierzig Cent (EUR 4.549,44), vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugeteilt.

Alle Neu Ausgegebenen Aktien wurden per Bareinlage bezahlt, so dass der Gesellschaft nun der Betrag von sechzigtausendvierhundertfünfundfünfzig Euro und achtundfünfzig Cent (EUR 60.455,58) zur Verfügung steht, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Die Zeichner der Neu Ausgegebenen Aktien, die vor der obigen Kapitalerhöhung Aktionäre der Gesellschaft waren, schließen sich nun der Versammlung an, um über die verbleibenden Tagesordnungspunkte abzustimmen.

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Schaffung eines genehmigten Grundkapitals in einer Höhe von einer Millionen Euro (EUR 1.000.000). Im Verlauf der fünf Jahre ab dem Datum der Veröffentlichung der durch die vorliegende Urkunde neu formulierten Satzung der Gesellschaft ist der alleinige Geschäftsführer der Gesellschaft befugt, Aktien auszugeben und Optionen zur Zeichnung von Aktien für Personen und zu Bedingungen zu gewähren, die er für angemessen erachtet.

Die Hauptversammlung beschließt weiterhin gemäß Artikel 32-3 (5) des Gesetzes vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung, dem alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft die Befugnis zu gewähren, das Vorzugsrecht der Zeichnung der bestehenden Aktionäre im Rahmen des genehmigten Grundkapitals zu unterdrücken.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die vollständige Neuformulierung der Satzung (einschließlich Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft), die nunmehr wie folgt lautet:

A. Name - Dauer - Unternehmensgegenstand - Eingetragener Sitz - Haftung der Gesellschafter

Art. 1. Name. Hiermit besteht zwischen den derzeitigen Eigentümern der Anteile und/oder jeder Person, die in Zukunft Aktionär sein kann, eine Gesellschaft in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) unter dem Namen „Green Point Holdings S.C.A.“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise aufgelöst werden, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Unternehmenszweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist die Einrichtung, der Besitz und die Verwaltung eines Portfolios, bestehend aus Beteiligungen und Rechten aller Art und jeder sonstigen Form von Investitionen in Unternehmen im Großherzogtum Luxemburg sowie in ausländischen Tochtergesellschaften, ungeachtet dessen, wie diese Unternehmen bereits gegründet wurden oder noch zu gründen sind, insbesondere durch Zeichnung, Erwerb durch Kauf, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten aller Art, einschließlich bestehender Darlehen, Forderungen oder Ansprüche sowie Eigenkapitalinstrumente, Schuldtitel, Patente und Lizenzen, sowie die Verwaltung und Kontrolle dieses Portfolios im Hinblick auf eine eventuelle Realisierung des Portfolios durch Verkauf, Börsengang, Tausch oder auf sonstige Weise.

3.2 Es wird vereinbart, dass die Gesellschaft keine Transaktionen abschließen wird, die bewirken könnten, dass sie an einer Geschäftstätigkeit beteiligt ist, die als eine in der Finanzbranche reglementierte Geschäftstätigkeit betrachtet würde. Die Gesellschaft ist weiter wie folgt berechtigt:

- Sie kann jede Form von Sicherheit zur Erfüllung von Verpflichtungen der Gesellschaft oder eines Unternehmens gewähren, woran sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte aller Art besitzt oder worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder das zu demselben Konzern wie die Gesellschaft gehört; oder eines Direktors oder eines sonstigen leitenden Angestellten oder Vertreters der Gesellschaft oder jedes Unternehmens, an dem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte besitzt, worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder welches zu demselben Konzern wie die Gesellschaft gehört, und

- Sie kann Geldmittel als Darlehen gewähren oder ein Unternehmen auf sonstige Weise unterstützen, woran sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte aller Art besitzt oder worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder welches zu demselben Konzern wie die Gesellschaft gehört.

3.3 Unter Beachtung derselben Beschränkung wie gemäß Artikel 3.2 kann die Gesellschaft alle Geschäfte durchführen, die ihrem direkt oder indirekt Unternehmensgegenstand dienen. Innerhalb dieses Unternehmensgegenstandes darf die Gesellschaft insbesondere:

- Geldmittel aufnehmen, insbesondere durch Kreditaufnahme in jeder Form oder durch Ausgabe von Wertpapieren oder Schuldtiteln, einschließlich Anleihen, oder durch Annahme einer sonstigen Form der Investition oder durch Gewährung von Rechten aller Art und Natur;

- an der Gründung, Verwaltung und/oder Kontrolle eines Unternehmens im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mitwirken; und

- als Partner / Aktionär mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für die Schulden und Verpflichtungen von luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen handeln.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Komplementärs innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

4.3 Er kann durch einen Beschluss im Rahmen einer Hauptversammlung der Aktionäre/Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) in jede andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden; der Beschluss wird in der Art und Weise gefasst, wie sie für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4 Zweigniederlassungen oder sonstige Geschäftsstellen können durch einen Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Art. 5. Haftung der Aktionäre (Gesellschafter). Der Komplementär der Gesellschaft, Green Point Holdings GP S.A., eine gemäß der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme), eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer RCS B 156.664 mit Sitz in 5 Rue Guillaume Kroll, BP 2501, L-1025 Luxemburg (der „Komplementär“), haftet persönlich und unbeschränkt für alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus dem Gesellschaftsvermögen bezahlt werden können. Jeder andere Aktionär (associé commanditaire - Kommanditist) haftet nur bis zum Betrag seiner Einlage in der Gesellschaft.

B. Stammkapital - Aktien - Anteilsverzeichnis - Eigentum und Übertragung von Aktie

Art. 6 Grundkapital.

6.1 Ausgegebenes Grundkapital

6.1.1 Das ausgegebene Grundkapital der Gesellschaft beträgt EUR 91.455.58 (in Worten: einundneunzigtausend vierhundertfünfundfünfzig Euro und achtundfünfzig Cent), bestehend aus den folgenden 9.145.558 (in Worten: neun Millionen einhundertfünfundvierzigtausend und fünfhundertachtundfünfzig) Aktien, wobei alle Aktien einen Nennwert von je einem Cent (EUR 0,01) haben:

Article 9. a) 2.274 (in Worten: zweitausendzweihundertvierundsiebzig) Klasse A1 Aktien;

Article 10. b) 2.274 (in Worten: zweitausendzweihundertvierundsiebzig) Klasse A2 Aktien;

Article 11. c) 2.274 (in Worten: zweitausendzweihundertvierundsiebzig) Klasse A3 Aktien;

Article 12. d) 2.274 (in Worten: zweitausendzweihundertvierundsiebzig) Klasse A4 Aktien (zusammen mit den Klasse A1 Aktien, den Klasse A2 Anteilen und den Klasse A3 Anteilen: „Klasse A-Aktien“ genannt);

Article 13. e) 4.568.181 (in Worten: vier Millionen fünfhundertachtundsechzigtausend und hunderteinundachtzig) Klasse B1 Aktien, und

Article 14. f) 4.568.181 (in Worten: vier Millionen fünfhundertachtundsechzigtausend und hunderteinundachtzig) Klasse B2 Aktien (zusammen mit den Klasse B1 Anteilen: „Klasse B-Aktien“ genannt),] und

Article 15. g) 100 (in Worten: einhundert) Management-Aktie, Die Klasse A-Aktien, die Klasse B-Aktien und die Management-Aktie und werden im Folgenden gemeinsam als „Aktien“ bezeichnet.

6.1.2 Nach gesetzlichen Bestimmungen und ungeachtet der Ermächtigung des Komplementärs in Artikel 6.2 kann das ausgegebene Grundkapital der Gesellschaft durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise herabgesetzt oder erhöht werden, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

6.2 Genehmigtes Grundkapital

6.2.1 Das genehmigte Grundkapital der Gesellschaft („Genehmigtes Grundkapital“) beträgt EUR1.000.000 (in Worten: eine Million Euro).

6.2.2 Für die Dauer von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung dieser Satzung oder, falls erforderlich, des Beschlusses über eine Verlängerung der Genehmigung, eine Erhöhung oder Herabsetzung des genehmigten Grundkapitals im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, wird der Komplementär hiermit ermächtigt, Aktien auszugeben, Optionen zur Zeichnung von Aktien zu gewähren und sonstige in Anteile umwandelbare Instrumente jeweils innerhalb der Grenzen des genehmigten Grundkapitals an solche Personen und zu solchen Bedingungen auszugeben, die er für richtig hält, und zur Durchführung dieser Ausgabe insbesondere das Recht auf vorzugsweise Zeichnung des bzw. der bestehenden Aktien(s) zur Zeichnung von neuen auszugebenden Aktien gemäß den Bestimmungen in den Artikeln 6.3 und 6.4 unten aufzuheben oder zu beschränken.

6.2.3 Diese Ermächtigung kann durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, einmal oder mehrmals und jedes Mal für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren verlängert werden.

6.2.4 Gemäß der gesetzlichen Bestimmungen kann das genehmigte Grundkapital der Gesellschaft durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.3 Errichtung von zusätzlichen Aktienklassen

Wenn die vorletzte Klasse der Klasse A- Aktien eingezogen oder von der Gesellschaft zurückgekauft werden, werden die Gesellschafter unverzüglich für eine jeweils neue Aktienklasse abstimmen und diese einrichten, mit demselben Nennwert pro Aktie, in derselben Anzahl und mit denselben wirtschaftlichen und gesetzlichen Rechten wie die entsprechende eingezogene oder zurückgekauft Aktienklasse, die an die Eigentümer der eingezogenen oder zurückgekauften Aktien im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesen eingezogenen oder zurückgekauften Aktien und gegen Barzahlung des jeweiligen Nennbetrags ausgegeben werden („Aufstockende Ausschüttung“), dies im Übrigen in dem Umfang, in dem kein genehmigtes Aktienkapital besteht, falls es überhaupt besteht. Für den Fall überhaupt bestehenden und ausreichend vorhandenen genehmigten Aktienkapitals kann der Komplementär die Errichtung von Klasse A Aktien beschließen, dies jedoch nur in der im vorangegangenen Satz beschriebenen Art und Weise. Wenn und soweit sich ein Gesellschafter gegen eine Zeichnung dieser neuen Aktien entscheidet, wird die Gesamtzahl der ausgegebenen Aktien um den nicht gezeichneten Teil verringert. Der Komplementär kann nach seinem alleinigen Ermessen und in Verbindung mit qualifizierter Mehrheit Abweichungen von den Bestimmungen dieses Absatzes festlegen.

Es kommt hinzu, dass die Aktionäre für den Fall, dass das genehmigte Aktienkapital erschöpft sein sollte, die Aktionäre für eine Neuschaffung des genehmigten Kapitals stimmen können bis zu der Höhe, wie sie in den Artikeln dieser Satzung vorgesehen ist.

Für die Errichtung von neuen Klasse A Aktien oder die Errichtung oder Erhöhung des genehmigten Grundkapitals muss mit Blick auf Artikel 6.3 keine qualifizierte Mehrheit bestehen.

6.4 Rechte auf vorzugsweise Zeichnung

6.4.1 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften und mit Ausnahme der Festlegungen der Gesellschafter gemäß Artikel 6.4.2, hat jeder Gesellschafter, der Klasse A-Aktien hält, ein Recht auf vorzugsweise Zeichnung bei der Ausgabe von neuen Aktien in allen Fällen, in denen das Recht auf vorzugsweise Zeichnung gemäß dem Gesellschaftsgesetz nicht gilt (unabhängig von der Klasse), dies zu demselben Preis pro Aktie für jede Aktienklasse und zu anderen anteiligen Bedingungen wie bei einer solchen Neuausgabe, mit folgenden Ausnahmen: (i) Aufstockende Ausschüttungen, deren Zeichnungen den Regelungen von Artikel 6.3 entsprechen muss), (ii) Ausschüttungen im Zusammenhang mit einem Management-Anreizprogramm. Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung für jeden Gesellschafter gilt in demselben Verhältnis wie das Verhältnis zwischen der Anzahl der Klasse A-Aktien, die dieser Gesellschafter besitzt, und der Gesamtzahl der Klasse A-Aktien der Gesellschaft, jeweils vor einer solchen Neuemission. Die Gesellschaft hat den Gesellschaftern mindestens 10 Werktagen vor der beabsichtigten Emission eine schriftliche Mitteilung zu senden, worin angegeben wird, dass die Gesellschaft den Bezug von Wertpapieren beabsichtigt, sowie die Bedingungen für die Emission

dieser Wertpapiere. Ein Gesellschafter muss der Gesellschaft innerhalb von 5 Werktagen nach Erhalt dieser Mitteilung der Gesellschaft antworten, ob und in welchem Umfang er sein Recht auf vorzugsweise Zeichnung gemäß diesem Abschnitt ausüben will.

„Werktag“ bezeichnet einen anderen Tag als einen Samstag oder Sonntag oder einen Tag, an dem die Banken in Luxemburg Öffnungszeiten haben.

6.4.2 Ein solches Recht auf vorzugsweise Zeichnung kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Gesellschaft eingeschränkt oder aufgehoben werden, der gemäß Artikel 17 mit Zweidrittelmehrheit gefasst wird.

Art. 7. Aktien.

7.1 Das Grundkapital der Gesellschaft ist in Klasse A-Aktien, Klasse B-Aktien und einhundert Management-Aktie aufgeteilt. Jede Aktie hat denselben Nennwert.

7.2 Alle Klasse A-Aktien sind in jeder Hinsicht identisch. Alle Klasse A-Aktien sind anteilmäßig an der Ausschüttung von Dividenden und an jeder anderen Art der Verteilung von Vermögenswerten als durch Dividenden beteiligt, die zusammengenommen für solche Klasse A-Aktien zugeteilt werden. Jeder Klasse A- Aktie gibt seinem Inhaber ein Stimmrecht für alle Angelegenheiten, über die die Gesellschafter zur Abstimmung berechtigt sind.

7.3 Alle Klasse B-Aktien sind in jeder Hinsicht identisch. Alle Klasse B-Aktien sind anteilmäßig an der Ausschüttung von Dividenden und an jeder anderen Art der Verteilung von Vermögenswerten als durch Dividenden beteiligt, die zusammengenommen für solche Klasse B-Aktien zugeteilt werden. Jeder Klasse B- Aktien gibt seinem Inhaber ein Stimmrecht für alle Angelegenheiten, über die die Gesellschafter zur Abstimmung berechtigt sind.

7.4 Die Management-Aktien gewährt seinem Inhaber ein Stimmrecht von einhundert Stimmen für alle Angelegenheiten, über die die Gesellschafter zur Abstimmung berechtigt sind. Das gesetzliche Vetorecht des Komplementärs ist jedoch ausgeschlossen. Die Management-Aktien berechtigten, soweit dies gesetzlich zulässig ist, zu einer jährlichen Dividende von 5% zu ihrem Nennwert, jedoch nicht zur Ausschüttung von Dividenden und zu keiner anderen Art der Verteilung von Vermögenswerten als durch Dividenden.

7.5 Alle Aktien sind rückzahlbar. Gezeichnete und voll einbezahlte rückzahlbare Aktien sind nach einem Antrag der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen von Artikel 49-8 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung rückzahlbar. Die Rückzahlung solcher Aktien ist gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung nur durch für Ausschüttungen verfügbare Mittel zulässig (ausschüttungsfähige Mittel, einschließlich der Sonderrücklage, die mit den von der Gesellschaft als Agio erhaltenen Mitteln eingerichtet werden) oder aus den Erträgen einer Neuemission zum Zweck eines solchen Rückkaufs. Eingezogene Anteile verleihen keine Stimmrechte und keine Ansprüche auf den Bezug von Dividenden oder auf den Erlös aus einer Abwicklung. Die eingezogenen Aktien werden innerhalb einer angemessenen Frist nach ihrem Rückkauf für ungültig erklärt.

7.6 Unbeschadet von Artikel 17 bewirken Tod, Geschäftsunfähigkeit, Abwicklung, Konkurs oder sonstige ähnliche Ereignisse in Bezug auf einen Gesellschafter nicht die Auflösung der Gesellschaft.

7.7 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensanteile und dürfen nicht in Inhaberanteile umgewandelt werden.

7.8 Aktien können in Stückelungen in weniger als einer Aktie ausgegeben werden. Teilanteile verleihen im Umfang dieses Teils dieselben Rechte wie ganze Aktien, wobei Aktien nur dann ein Stimmrecht verleihen, wenn die Zahl der Teilanteile in einem oder mehreren ganzen Anteilen zusammengezählt werden können.

Art. 8. Anteilsverzeichnis.

8.1 Ein Aktienregister wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es für jeden Gesellschafter zur Einsicht zur Verfügung gestellt wird. Dieses Aktienregister enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen/ihren Wohnsitz oder eingetragenen Firmensitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Aktien, Angaben über die geleisteten Zahlungen für die Aktien, jede Übertragung von Aktien und die Zeitpunkte dieser Übertragungen gemäß Artikel 9.5 sowie jede für Aktien gewährte Sicherheit.

8.2 Jeder Gesellschafter hat der Gesellschaft per Einschreiben seine/ihre Adresse und alle diesbezüglichen Änderungen mitzuteilen. Die Gesellschaft darf auf die letzte von ihr erhaltene Adresse des Gesellschafters vertrauen.

Art. 9. Allgemeine Bestimmungen.

9.1 Der Eigentumsnachweis bezüglich der Aktien kann durch die Eintragung eines Gesellschafters in das Anteilsverzeichnis festgeschrieben werden. Auf Verlangen und auf Kosten des jeweiligen Gesellschafters werden Bescheinigungen über diese Eintragungen durch den Komplementär ausgestellt und unterzeichnet.

9.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, die im Verhältnis zur Gesellschaft als alleiniger Eigentümer dieser Aktie zu betrachten ist. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte auszusetzen, die mit einer Aktie verbunden sind, der von mehreren Eigentümern gehalten wird, bis ein Eigentümer bezeichnet worden ist.

9.3 Der Komplementär muss jederzeit mindestens eine Management-Aktie der Gesellschaft besitzen und darf die Einzelaktie oder die Gesamtheit der Aktie, den/die er besitzt, gegebenenfalls nur unter Lebenden oder im Fall von Tod an einen Nachfolger als Geschäftsführer übertragen, der von der Generalversammlung in der Weise ernannt wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

9.4 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten entweder durch die Eintragung einer Übertragungserklärung in das Aktienregister wirksam, die durch den Veräußerer und den Erwerber oder ihre jeweiligen Vertreter unterzeichnet und datiert wird, oder nach einer Mitteilung über die Übertragung an die Gesellschaft oder nach Annahme der Übertragung durch sie. Anschließend ist der Komplementär berechtigt, diese Übertragung in das Aktienregister einzutragen. Der Komplementär kann die Eintragung einer Übertragung ablehnen, wenn in der Erklärung oder Mitteilung gegebenenfalls nicht die genaue Bezeichnung des neuen Gesellschafters und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien angeführt ist.

9.5 Die Gesellschaft ist über den Komplementär auch zur Annahme einer Übertragung berechtigt und darf diese in das Aktienregister eintragen, wenn darauf in einer Korrespondenz oder in einem anderen Dokument verwiesen wird, worin die Zustimmung des Veräußerers und des Erwerbers festgelegt ist.

9.6 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten erst wirksam, wenn die Bestimmungen der Vereinbarung der Wertpapierinhaber erfüllt sind. Unter „Vertrag der Wertpapierinhaber“) ist unter anderem eine Vereinbarung zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft, der Gesellschaft, dem Komplementär und den übrigen Gesellschaftern der Gesellschaft von etwa zehntem Februar 2011 in der zuletzt geänderten Fassung zu verstehen.

9.7 Falls ein Aktionär insolvent wird oder unter Anwendung des anwendbaren Rechts, kann dieser Aktionär aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, dies nach einem mit qualifizierter Mehrheit gefassten Gesellschafterbeschluss durch alle Gesellschafter der Gesellschaft einbezüglich des insolventen Aktionärs. Im Falle eines Ausschlusses, muss die Gesellschaft diesem Aktionär im Hinblick auf die von ihm gehaltenen Aktien eine Summe zahlen, welche in Höhe und Güte dem Anteil dieses Aktionärs entspricht, den er wirtschaftlich im Rahmen des Transaktionswert hält. Dieser dort wirtschaftlich investierte Aktienanteil wird im Bezug auf die Summe ermittelt, zu welcher der betreffende Aktionär berechtigt wäre (respektive welche ihm im Hinblick auf seine Aktien oder andere Wertpapiere zugewiesen worden wären), wenn unmittelbar kurz vor seinem Ausschluss der gesamte Transaktionswert nach den Regelungen von Artikel F. 26.4 ausgeschüttet worden wäre. „Transaktionswert“ bezeichnet den gesamten Marktwert der Gesellschaft, so wie ihn die Komplementärin in Rahmen einer marktangemessenen Ermessensentscheidung festgelegt hat. Diese Schätzungssumme soll fällig und zahlbar sein, wenn die Gesellschaft ausreichendes Barvermögen zur Verfügung hat, das dem betreffenden Anteilsinhaber ausgezahlt werden kann. Anwendbares Recht im Bezüge auf jede Person, jedes Eigentum, jede Abwicklung oder jedes Ereignis bezeichnet alle gegenwärtigen und künftigen Gesetze, Satzungen, Regelungen, Abkommen, gerichtlichen Entscheidungen, oder Verfügungen, welche auf diese Person, dieses Eigentum, diese Abwicklung oder dieses Ereignis Anwendung finden und, unabhängig davon ob sie Gesetzesrang haben oder nicht, alle jeweils anwendbaren hoheitlichen Richtlinien, Regelungen, Abkommen, Beschlüsse, Genehmigungen, Verordnungen und Regelwerke jeder Hoheitsgewalt, welche im Bezüge auf die betreffende Person, das betreffende Eigentum oder die betreffende Abwicklung oder das betreffende Ereignis hoheitliche Rechte hat oder behauptet, diese zu haben. „Insolvenz“ bedeutet, dass ein Anteilsinhaber insolvent oder Konkurs gegangen ist, oder als insolvent oder Konkurs verurteilt worden ist, bzw. im Begriff ist (oder kurz zuvor) eine Auflösung zu betreiben oder sich einem Insolvenzverfahren unter Anwendung des anwendbaren Rechts zu unterziehen.

Art. 10. Übertragung von Aktien.

10.1 Jede Übertragung von Aktien muss gemäß Artikel 17.2., Artikel 10 in Verbindung mit Artikel 13 durchgeführt werden. Im Fall eines Widerspruchs zwischen Artikel 10.1 und den sonstigen Bestimmungen dieser Satzung hat Artikel 10.1 Vorrang. Soweit von den Gesellschaftern mit qualifizierter Mehrheit nichts anderes genehmigt wird, muss jede Übertragung als Übertragung desselben prozentuellen Anteils pro Aktienklasse durchgeführt werden, die der übertragende Gesellschafter übertragen will. Beispielsweise, hält etwa ein Aktionär Klasse A-Aktien und Klasse B- Aktien und möchte 10% seiner Klasse A-Aktien übertragen, muss er gleichzeitig 10 % seiner Klasse B- Aktien an die gleiche Person übertragen.

10.2 Kein Gesellschafter darf eine Übertragung (zur Vermeidung von Unklarheiten ist damit jede zulässige Übertragung gemeint) durchführen, noch darf die Gesellschaft Aktien an eine Person ausgeben, die keine Partei des Vertrages der Wertpapierinhaber ist, ohne dass zuvor vom Erwerber oder Zeichner ein Beitrittsdokument (sowie andere notwendige Dokumente oder Urkunden) erlangt werden, worin der Bindung an den Vertrag der Wertpapierinhaber zugestimmt wird [für den Fall einer Übertragung, werden aus Sicht des Veräußernden seine besonderen Rechte, welche im Rahmen einer Übertragung jeder Person zustehen, dies mit Ausnahme von den angeschlossenen Unternehmen/anderen Personen-Tochtergesellschaften), welche im Rahmen der Veräußerung spezielle Rechte im Bezüge auf Leistungsgebühren und andere Gebühren (wie sie im Vertrag der Wertpapierinhaber definiert und dargestellt werden) haben, erlöschen und können nicht übertragen werden], dies muss im wesentlichen der (gegebenenfalls notariellen) Form des an den Vertrag der Wertpapierinhaber angehängten Entwurfs entsprechen und geschehen und zugunsten der Parteien des Vertrages der Wertpapierinhaber unterzeichnet sein und an diese Parteien an ihren jeweils eingetragenen Sitz übermittelt werden. Jede Übertragung von Aktien entgegen einer Bestimmung einer solchen Vereinbarung oder entgegen dieser Satzung darf durch den Komplementär nicht genehmigt werden und wird dementsprechend ungültig und hat keine Rechtswirkung, und die Gesellschaft darf eine solche Übertragung weder durchführen, noch eine solche Übertragung in ihren Büchern eintragen, noch einen angeblichen Erwerber dieser Aktien zu irgendeinem Zweck als Eigentümer dieser Aktien behandeln.

10.3 Um sicherzustellen, dass eine bestimmte, zur Eintragung eingereichte Übertragung gemäß des Vertrages der Wertpapierinhaber und gemäß dieser Satzung zulässig ist, oder entsprechend durchgeführt wurde, ist die Gesellschaft

berechtigt, vom Veräußerer oder vom Erwerber die Angaben oder Nachweise zu verlangen, die der Komplementär für notwendig oder relevant hält. Wenn diese Angaben oder Nachweise nicht in gutem Glauben und zur Zufriedenheit des Komplementärs innerhalb von 28 Werktagen nach einer diesbezüglichen Aufforderung (oder der ersten von mehreren Aufforderungen) übermittelt werden, kann der Komplementär die Eintragung der jeweiligen Übertragung verweigern.

10.4 Der Komplementär kann nach seinem alleinigen Ermessen und ohne Angabe von Gründen die Eintragung der Übertragung von Anteilen verweigern, die sonst gemäß dieser Satzung zulässig wäre, wenn es um eine Übertragung handelt

10.4.1 von Aktien, an dem die Gesellschaft ein Recht oder eine Beteiligung besitzt; oder

10.4.2 von Aktien, für die der Inhaber dieser Aktien der Gesellschaft den gesamten oder Zeichnungspreis, oder Teile davon, schuldet.

10.5 Eine Verpflichtung zur Übertragung oder zur Ausgabe von Aktien gemäß dieser Satzung gilt als Verpflichtung zur Übertragung oder zur Ausgabe der gesamten rechtlichen und wirtschaftlichen Beteiligung an solchen Aktien, frei von Pfandrechten, Auflagen oder sonstigen Lasten frei.

10.6 Eine Übertragung von Anteilen gilt auch als durchgeführt, und dafür gelten ebenfalls die Bestimmungen des Vertrages der Wertpapierinhaber und dieser Satzung, wenn eine Änderung der Kontrollverhältnisse in Bezug auf die Kontrolle über Raycrowne durch Philippe Graf von Stauffenberg, in Bezug auf H.I.G. Europe- Duales System Deutschland Ltd. („H.I.G.“) durch H.I.G. Europe Capital Partners L.P, in Bezug auf HMAJG Co. LLC durch Hyman Bielski und in Bezug durch Endeavour Growth Funds auf DSD Holdings Limited und durch Lorne Abony's auf Florida Greenpoint LLC eingetreten ist.

10.7 „angeschlossen Unternehmen (Personen)“ sofern der Begriff im Bezuge auf eine Person angewendet wird, meint jede andere Person (i) die von der erstgenannten Person überwacht wird, (ii) oder die die erstgenannte Person überwacht, oder (iii) die gemeinsam mit der erstgenannten Person von jemand anderem überwacht wird, sofern eine Person als Investment- Berater oder Manager anderer Personen fungiert, werden sie als angeschlossenen Unternehmen/ Personen von diesen anderen Personen erachtet, umgekehrt werden auch die beratenen Personen als angeschlossene Personen erachtet. Es gilt weiter, dass Personen auch als gegenseitige angeschlossene Personen betrachtet werden, wenn sie von dem identischen Investment Berater oder Manager oder gleichen angeschlossenen Personen beraten werden.

„Austausch der Kontrolle“ meint zum einen den Fall, dass eine Person, die allein oder gemeinsam mit anderen Personen handelt, und welche Kontrolle über irgendeine juristische Person hat (einschließlich Teilhaberschaften), ihre Kontrollrechte nicht ausübt , und zum anderen den Fall, dass eine andere Person, allein oder gemeinsam mit anderen Personen, gemeinsam mit der erstgenannten Person vorgeht und auf diesem Wege Kontrollrechte erlangt.

„Kontrolle“ (einschließlich der Begriffe Controlled und Controlling) meint, im Hinblick auf jede Person, (i) die rechtliche oder wirtschaftliche Beteiligung, sei sie direkt oder indirekt, von mehr als 50 % der Stimmrechte an dieser Person oder im Hinblick auf die Treuhänderverwaltung, die wirtschaftliche Beteiligung von mehr als 50 % an dieser Treuhänderverwaltung bzw. das Innehaben einer Position als Treuhänder mit vergleichbaren Kompetenzen; oder (ii) die Kompetenz, eine andere Person zu managen, zu verwalten oder Einfluss auf die Verwaltung oder Geschäftspolitik dieser Person zu nehmen oder die Kompetenz, das Management, die Verwaltung und anderer Gesellschaftsorgane- oder die Mehrheit der Mitglieder der Organe- einer solchen Person direkt oder indirekt zu lenken, sei es durch die vertraglich vereinbarte oder sonst wie erworbene Inhaberschaft der Stimmrechte. Um jedem Missverständnis vorzubeugen, eine Kommanditgesellschaft wird von ihrem Komplementär überwacht wird.

„Drag“ meint die „Drag-along- Rechte“, wie sie in Artikel 12. beschrieben werden.

„Wechselkurs“ meint das international anerkannte Investment- Wechselkurs- System oder das internationale automatisierte Kurs-System.

„Familienmitglied“ meint die Ehepartner, Witwen oder Witwer einer jeden natürlichen Person oder die Kinder und Enkelkinder dieser natürlichen Person (einschließlich ihrer Adoptivkinder und Adoptivkinder).

„öffentliche Erstausschreibung“ meint das erste öffentliche Angebot von Aktien von jeder Tochtergesellschaft der Gesellschaft, welches im Zusammenhang mit der Zulassung der Notierung oder des Handels mit den Shares oder Anteilen im Exchange durchgeführt wird.

„Investor“ meint Raycrowne Limited, H.i.G., HMAJG Co. LLC, DSD Holdings Limited, Florida Greenpoint LLC, Patrick Smulders, und ihre jeweiligen Nachfolger/ Erben.

„Ausschreibung“ meint das unterzeichnete und platzierte / angemeldete Angebot von Anteilen, schließt aber, um jedem Missverständnis vorzubeugen jedes öffentliche Erstausschreibung aus.

„erlaubte Übertragung“ meint jede(n) Übertragung/Übertragung von Anteilen, wie er/ sie nach Artikel 13 statthaft ist.

„Person“ meint jede/r/s/ Individualperson, Alleininhaberschaft, Teilhaberschaft, juristische Person, Unternehmen, Gesellschaft, unbeschränkt haftende Gesellschaft, Treuhand, Gemeinschaftsunternehmen, jede hoheitliche Stelle/ Behörde, oder jede andere eingetragene oder nicht eingetragene Einheit oder Vereinigung jeder Art und Güte, einbezogen in diese Definition sind natürliche Personen in ihrer Eigenschaft als Treuhänder, Sachverwalter, Verwalter oder jeder anderen rechtlichen Funktion.

Tag“ meint die „tag-along“ Rechte, wie sie Artikel 12.2 beschreibt.

„Übertragung“ meint, mit Blick auf das anwendbare Recht, jede Handlung/Abwicklung, welche direkt oder indirekt in die Übertragung, die Verpfändung, die (dingliche und andere) Belastung, oder jede andere Verfügung der Anteile mündet,

oder jedes andere diesbezügliche Interesse (sei es ökonomischer oder stimmrechtlicher Qualität) daran, unabhängig davon, ob dies entgeltlich oder unentgeltlich erworben wurde, oder im Wege öffentlicher Versteigerung, rechtsgeschäftlich und willentlich oder durch gerichtliche Entscheidung erworben wurde, einzubeziehen sind hierbei der Verkauf, Einlagen, Tauschgeschäfte, Übernahmen und/oder Übertragungen von Vermögenswerten, Zusammenlegungen, Spaltungen/ Entflechtungen, Übernahmen, Liquidierungen und ähnliche Transaktionen, ferner die Bewilligung von Vorkaufs- oder Vorverkaufsrechten, Sicherheiten oder anderer Institute, die ausgearbeitet und rechtsgeschäftlich gegen Aktien weitergegeben werden können oder umgewandelt werden können, ferner der Abschluss eines Tauschgeschäfts oder einer anderen Vereinbarung, die in einen vollständigen oder teilweisen Übertragung der wirtschaftlichen Gewinnmargen, des rechtlichen oder wirtschaftlichen Eigentums und /oder die Stimmrechte mündet oder münden kann; ungeachtet des Umstands, ob eine solche Transaktion durch die Freigabe von Wertpapieren, in Bar oder auf andere Weise geschieht (einzubeziehen sind hier die Gewährung von Treuhandrechten oder „nominee rights“) und ungeachtet jeder gegenteiligen Bestimmung im Vertrag der Wertpapierinhaber oder in den Artikeln dieser Satzung darf keine Übertragung durch einen Partner, Teilhaber, Wertpapierinhaber oder einen anderen Teilnehmer bezüglich eines Fonds, der direkt oder indirekt Teilhaber (diese Partner, Teilhaber, Wertpapierinhaber oder anderen Teilnehmer sind als „Fondsteilhaber“ zu bezeichnen) von Aktien eines solchen Fonds ist zu Gunsten von Personen, die aufgrund dieser Übertragung Fondsteilhaber werden eine Übertragung im Sinne des Vertrages der Wertpapierinhaber oder dieser Satzung sein, selbst wenn eine solche vom Fondsteilhaber bedingte Übertragung einen Wechsel der Kontrolle in diesem Fonds verursacht.

„Treuhand“ meint mit Blick eine bestimmte natürliche Person, eine Treuhand, die- zu keinem Zeitpunkt- keine wirtschaftlichen Interessen bezüglich irgendeines Anteils zu Gunsten anderer Personen begründet, es sei denn zu Gunsten der Person selbst und /oder ihrer Familienmitglieder.

Art. 11. Recht des ersten Angebots.

11.1 Falls H.I.G. beabsichtigt, ihre Aktien an einen Drittkäufer nach Ablauf von vier Jahren nach dem heutigen Datum zu übertragen, ist H.I.G. vor der Ausübung von „Drag along“- oder „Tag along“-Rechten gemäß Artikel 13 verpflichtet, den übrigen Aktionären (hier „Begünstigte“ genannt) die Aktien anzubieten, deren Übertragung sie beabsichtigt („Recht auf das erste Angebot“). H.I.G. hat die Begünstigten über diese beabsichtigte Übertragung schriftlich zu informieren („Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts“) und dieses Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts umfasst nur (i) den von H.I.G. verlangten Kaufpreis für die jeweiligen Aktien, (ii) die Garantien von H.I.G. in Bezug auf einen einwandfreien Rechtstitel an den jeweiligen zu übertragenden Aktien und (iii) alle Bedingungen zum Abschluss nach dem anwendbaren geltenden Recht (z.B. Freigabe nach der Fusionskontrolle). Die Begünstigten dürfen das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts nur zum Verkaufspreis in Höhe von 81% des angelobten Verkaufspreises innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt des Angebots „Annahmefrist“ durch eine nach den Bestimmungen des anwendbaren Rechts verbindliche Annahmeerklärung („Annahmeerklärung“) akzeptieren und sie haben für den Fall, dass sie das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts akzeptieren, den Kaufpreis (das heißt 81% des Preises des ausgelobten Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrecht gemäß der Annahmeerklärung), dies gleichzeitig mit der Übertragung der betreffenden Aktien innerhalb von zwanzig Werktagen zu leisten, nachdem die letzte (sonstige) im Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts genannte Bedingung erfüllt wurde, jedenfalls aber nicht später als dreißig Werktage nach Ablauf der Annahmefrist. Wenn eine derartig Zahlung innerhalb dieser Frist nicht geleistet wurde, dann kann H.I.G. solche Aktien an Drittkäufer übertragen und Artikel 11.3 bis 11.5 sollen zur Anwendung kommen, aber die 86% Schwelle aus Artikel 11.3 und 12.1.4 soll auf 81 % reduziert werden und die 14 % Schwelle aus Artikel 12.4 soll auf 19% erhöht werden.

Für Begünstigte gilt, dass sie berechtigt sind, das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts bezüglich der B Klasse Aktien anzunehmen, welche sie bei allen anderen Begünstigten halten. Die Begünstigten müssen in ihrer Annahmeerklärung aufführen, ob sie das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts nur pro rata annehmen wollen oder ob sie die Absicht haben, die im Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrecht angebotenen Aktien zu erwerben. Sofern einer der Begünstigten das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts nicht ordnungsgemäß annimmt, werden ihre Aktien automatisch den Begünstigten zur Verfügung gestellt, die beabsichtigen, die Aktien pro rata bezüglich der B Klasse –Aktien zu erwerben, welche sie als B- Klasse Aktien in allen anderen Begünstigten halten. Sofern es zum betreffenden Zeitpunkt keine B – Klasse Aktien gibt, müssen anstatt dessen die A- Klasse-Aktien als Referenz herangezogen werden. Jeder einzelne oder alle Begünstigten, die das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts annehmen, mögen ihre schriftliche Zustimmung den anderen betroffenen Begünstigten kundtun. Um jedes Missverständnis auszuräumen, sofern das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechts nicht vollständig von den Begünstigten angenommen worden ist (sei es pro rata, oder durch Neuverteilung oder durch – wie in dieser Regelung beschriebenen-Zustimmung), so gilt es als überhaupt nicht angenommen.

11.2 Wenn (i) H.I.G. das Recht des ersten Angebots nach dem vierten aber vor dem fünften Jahrestag der Schaffung dieser Satzung oder (ii) H.I.G. macht ein Recht zum ersten Angebot und beabsichtigt weiter nach den Drag Along oder anderen Rechten nach Artikel 11.4 zu verfahren, dann soll H.I.G. eine Bank oder andere finanzielle Institution mandatieren und der Komplementär (ohne die für den Vorstand von H.I.G. nominierten Vorstandsmitglieder) muss innerhalb von fünf Geschäftstagen nach der Anfrage von H.I.G. ein weiteres Mandat von einer anderen Bank oder finanziellen Institution einholen, um den fairen Marktpreis der Gesellschaft zu ermitteln und dementsprechend auch den Kaufpreis für ein Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes zu ermitteln. Wenn die Komplementärin es verabsäumt ein zeitgerechtes Mandat zu bewerben, dann wird nur die von H.I.G. eine Schätzung der vorgenannten Summen vornehmen. Sofern zwei Institute ordnungsgemäß mandatiert worden sind und sie können sich aber nicht auf einen gerechten Marktpreis, bzw.

Kaufpreis für das Recht auf Ausübung des Vorkaufsrechtes der Gesellschaft innerhalb von 15 Werktagen einigen, so sollen H.I.G. und die Komplementärin in bester Absicht sich auf eine Schätzung einigen; und, sofern dies nicht geschieht, müssen sie sich auf eine dritte Bank oder finanzielle Institution einigen, die die Schätzung abschließend vornimmt. Wenn H.I.G. und die Komplementärin sich nicht auf einen Betrag oder eine weitere Institution innerhalb von 5 Tagen nach der oben genannten 15 Tage Frist einigen, können, müssen sie jeweils das Institut der Wirtschaftsprüfer Deutschland e. V., Düsseldorf, bitten, eine Tier 1 Bank mit gutem Ruf zu benennen, welche innerhalb von weiteren 15 Werktagen nach Anfrage einen gerechten Marktpreis der Gesellschaft ermittelt und diesbezüglich auch einen Kaufpreis für das Recht auf Ausübung des Vorkaufsrechtes nennt. Diese Schätzung wird dann unwiderruflich und verbindlich für alle Parteien sein. Wenn (i) nur ein Finanzinstitut die finale Einschätzung abgibt, oder zwei Finanzinstitute stimmen mit ihrer Einschätzung überein und (ii) wenn ein solcher gerechter Marktpreis der Gesellschaft, und der diesbezügliche Kaufpreis für das Angebot des ersten Vorkaufsrechtes im Preise auseinander gehen (anstatt übereinzustimmen), dann soll der Preis für das erste Vorkaufsrecht der Mittelwert dieser Preisspanne sein.

11.3 Wenn die Begünstigten das Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes nicht ordnungsgemäß (also auch zur Gänze) akzeptieren, erlischt das Recht des ersten Angebots und H.I.G. ist berechtigt, diese Anteile innerhalb von vier Monaten nach Ablauf der gesetzten Annahmefrist (zur Vermeidung von Unklarheiten, der Abschluss braucht nicht innerhalb dieser vier Monate realisiert zu werden) an jeden Drittkäufer zu übertragen, wobei der Kaufpreis für diese Anteile jedoch nicht weniger als 86% des im Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes genannten Kaufpreises betragen darf. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass zusätzliche Garantien, Entschädigungen oder sonstige von H.I.G. dem Drittkäufer gewährte Rechte bezüglich der zu Übertragenden Anteile nicht als Herabsetzung des Kaufpreises für die Aktien betrachtet werden, aber jede Reduzierung der Zahlungsmittel zum Zeitpunkt des Abschluss einer solchen Übertragung unterhalb von 86 % des letzten Kaufpreises, der mit einem /Dritterwerber vereinbart worden ist, soll zu Buche schlagen, falls der letztliche Kaufpreis weniger als 86 % des Preises beträgt, der für das Recht des ersten Angebotes vorgeschlagen worden ist. Falls der Drittkäufer H.I.G. weniger als 86% des im Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes ursprünglich genannten Kaufpreises bietet, ist H.I.G. berechtigt, den Begünstigten ein neues Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes vorzulegen und die Begünstigten haben wieder jeweils nur in Bezug auf alle von H.I.G. angebotenen Aktien ein neues Recht auf das erste Angebot, das gemäß Artikel 11.1 auszuüben ist, wobei dieses neue Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes nur innerhalb von zwanzig Werktagen nach dessen Erhalt akzeptiert werden kann. Falls die Begünstigten das neue Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes nicht ordnungsgemäß (also auch zur Gänze) akzeptieren, erlischt dieses Vorkaufsrecht und H.I.G. ist berechtigt, diese Anteile innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieser neuen Annahmefrist um einen Kaufpreis von nicht weniger als 86% des im neuen Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes genannten Kaufpreises an jeden Drittkäufer zu übertragen. Zur Vermeidung von Unklarheiten gelten für den Fall eines niedrigeren Kaufpreises die Sätze 3 und 4 dieses Artikels entsprechend. Für den Fall, dass die Begünstigten ordnungsgemäß (und vollumfänglich) den geänderten, neueren Preis für das Angebot im Rahmen des ersten Vorkaufsrechtes akzeptieren, dann sollen sie als Kaufpreis denjenigen Preis zahlen, wie er in ihrer neuen Annahmeerklärung genannt ist, dies jedoch mindestens innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Erlöschen der Annahmefrist. Falls die Zahlung nicht wie vereinbart geleistet wird, dann hat H.I.G. das Recht gemäß Artikel 11.3 und 11.5 die Aktien an Drittkäufer veräußern, wobei die 86 % Schwelle aus Artikel 11.3 und aus Artikel 12.1.4 auf 81 % verringert werden kann und die 14 % Schwelle aus Artikel 12.4 soll auf 19% erhöht werden.

11.4 Wenn (i) das (ursprüngliche oder neue) Angebot zur Ausübung des Vorkaufsrechtes von den Begünstigten nicht ordnungsgemäß (also auch zur Gänze) angenommen wurde und H.I.G. gemäß des neuen oder überholten rechts des ersten Angebots alle Aktien (und nichts weniger als dies) angeboten, so hat H.I.G. im Bezuge auf alle Aktien der übrigen Wertpapierinhaber ein drag along Recht und Artikel 12.1 soll zur Anwendung kommen. Anstatt das drag along Recht in seiner Gänze auszuüben, soll H.I.G. nach eigenem Ermessen das Recht haben, 100% allen Kapitalvermögens der Gesellschaft (auf dem Wege einer Kapitalvermögensveräußerung) an Drittkäufer zu veräußern, wobei jeder Nettoerlös den Aktionären der Gesellschaft ausgekehrt werden soll gemäß den Regelungen dieser Artikel und der Vereinbarung der Wertpapierinhaber. Die Parteien stimmen hiermit einer solchen Übertragung zu und verpflichten sich, auf Geheiß von H.I.G., alles zu unternehmen (einschließlich entsprechender Abstimmung beim Aktionärstreffen und der Anleitung des Vorstandes der Gesellschaft) eine solche Veräußerung und Übertragung umzusetzen .H.I.G. ist allenfalls berechtigt das drag along Recht und andere Rechte gemäß Artikel 11.1 und 11.4 maximal innerhalb von 12 Monaten zweimal auszuüben.

11.5 Falls (i) das (ursprüngliche oder überarbeitete) Angebot des ersten Vorkaufsrechtes der jeweils entsprechenden Aktionäre nicht ordnungsgemäß (also vollständig) von den Begünstigten angenommen worden ist und (ii) H.I.G. veräußert alle oder Teile ihrer Aktien nach den Regelungen von Artikel 11 oder (iii) H.I.G. übt das etwa vorhandene drag along recht nicht aus,, dann haben die jeweils anderen Aktionäre ein Tag Along Recht pro rata für ihre Aktien und Artikel 12.2 findet zusätzlich Anwendung. Um Unklarheiten zu vermeiden, wenn das tag along Recht nicht in vollem Umfang ausgeübt wird, dürfen die Aktionäre, welche das Recht auf Ausübung des Vorkaufrechtes machen, ihre Aktionäre nach den Regelungen von Artikel 12.2.4 übertragen.

11.6 Nach dem fünften Jahrestag der Schaffung dieser Satzung , Artikel 11.1(ausgenommen die Bezugnahme des letzten Satzes vom ersten Paragraph des Artikels auf Artikel 11.4) und Artikel 11.3 (mit Ausnahme der Bezugnahme auf den letzten Satz von Artikel 11.4) sollen auf die Aktionäre Anwendung finden(anders al ein denkbare Management Teilnahme Möglichkeit); um Unklarheiten zu vermeiden , keiner der Aktionäre und auch nicht H.I.G: sollen berechtigt sein , die Drag Along und anderen rechte nach Artikel 11.4 auszuüben. (i) Wenn das (original oder überholte) erste Vorkaufsangebot

nicht von den Begünstigten angenommen wird, und (ii) jeder andere Aktionär nicht seine ganzen oder gesamten Aktien nach Artikel 11 veräußert, und die anderen Aktionäre kein Tag Along Recht haben, dann soll Artikel 12.2 Anwendung finden. Für die Verhinderung von Missverständnissen, sofern das Tag Along Recht nicht ausgeübt wird, und die Aktionäre das erste Vorkaufsrecht über den Aktienübertragung ausüben nach Artikel 12.2.4. dann sollen die anderen Aktionäre berechtigt sein die rechte nach Artikel 11.1 (außer dem Verweis auf den letzten Satz zum erstem Paragraph von Artikel 11.4) und 11.3 (außer dem letzten Verweis auf den letzten Satz von Artikel 11.4) und Artikel 11.6 innerhalb einer maximalen 12- Monatsfrist ausüben.

Art. 12. „Drag along“- und „Tag along“-Rechte.

12.1 „Drag Along“-Rechte

12.1.1 Wenn ein Anteilsinhaber oder eine Gruppe von Anteilsinhabern (die „Drag-Gesellschafter“) vorschlägt, gem. Art. 10.1 einen Anteil (der zu übertragende Anteil ist als „Block“ zu bezeichnen) an einen durchschnittlichen gutgläubigen Käufer, in Bezug auf wen es keine Nebengewinne oder andere Arrangements bezüglich der Übertragung gibt, („Drittkäufer“) zu übertragen und diesem anzubieten, sollen diese Drag-Gesellschafter eine schriftliche Mitteilung („Drag Along-Mitteilung“) an alle oder einige andere Gesellschafter („Übrige Drag-Gesellschafter“) übermitteln. Dieses „Drag Along“-Recht gilt auch im Fall eines Börsengangs oder einer Börsennotierung. Diese „Drag Along“-Mitteilung muss mindestens 15 Werkstage vor dem angebotenen Abschluss der Übertragung durch den Drag-Gesellschafter an den Drittkäufer gestellt werden und die Zusicherung beinhalten, dass es in Bezug auf Drittkäufer keine Nebengewinne oder andere Arrangements bezüglich der Übertragung gibt und es müssen darin die Identität des potenziellen Erwerbers, die Anzahl und die Klasse der von den Drag-Gesellschaftern besessenen Aktien, deren Übertragung angeboten wird, der Kaufpreis pro Aktien sowie alle übrigen Bedingungen und Bestimmungen der Übertragung ausreichend detailliert angeben sein. Der Drag-Gesellschafter muss spätestens zwei Geschäftstage vor dem angebotenen Abschluss der Übertragung, den anderen Übrigen Drag-Gesellschaftern eine Kopie des betreffenden Vertrages, der vom Drag-Gesellschafter und dem Drittkäufer abgeschlossen wurde, zukommen lassen. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass (i) jedes Familienmitglied oder jede (r) Trust/ Vertrauensperson eines Anteilsinhabers, die eine natürliche Person ist, oder im Hinblick auf Raycrowm Limited jedes Familienmitglied oder Trust/ Vertraute von Philippe Graf von Stauffenberg, im Hinblick Florida Greenpoint LLC jedes Familienmitglied oder Trust von Lorne Abony, oder im Hinblick HMAJG Co LLC. jedes Familienmitglied von Hyman Bielski oder jedes verbundene Unternehmen eines Gesellschafter und (ii) jeder Erwerber, an den Anteile gemäß einem Management-Anreizprogramm des Konzerns (falls ein solches besteht) übertragen werden, falls es gemäß Artikel 11 oder gemäß Artikel 12.3 zulässig ist, nicht als Drittkäufer betrachtet werden. Die Übermittlung der „Drag Along“-Mitteilung gilt als Wahl des Drittkäufers zum Kauf der Anteile der jeweils anderen Drag-Gesellschafter in dem jeweils Prozentuellen Anteil.

12.1.2 Die „Drag Along“-Mitteilung stellt die verbindliche Zustimmung der Drag-Gesellschafter und des Drittkäufers und der beteiligten Übrigen Drag-Gesellschafter zum Kauf bzw. Verkauf der jeweiligen Anzahl und Klasse von Wertpapieren dieser Übrigen Drag-Gesellschafter an den Drittkäufer beim Abschluss der Übertragung des Blocks dar, ohne dass eine weitere Handlung erforderlich ist. Jeder Abschluss der Übertragung der Anteile an die übrigen Gesellschafter gemäß der „Drag Along“-Mitteilung muss (i) zur selben Zeit wie der Abschluss der Übertragung des Blocks erfolgen und es müssen (ii) die Bedingungen nach dem prozentuellen Anteil erfüllt sein und die jeweiligen Klassen mindestens so günstig sein, wie dies für den Block gilt.

12.1.3 Wenn die Drag-Gesellschafter im Zusammenhang mit der Übertragung eines Blocks keine „Drag Along“-Mitteilung aussenden, worin von den Übrigen Drag-Gesellschaftern verlangt wird, einen prozentuellen Anteil ihrer Anteile an einen Drittkäufer zu übertragen, dann müssen die Drag-Gesellschafter eine Mitteilung über den Verkauf gemäß Artikel 12.2 aussenden und die übrigen Gesellschafter können ihre Rechte gemäß diesem Artikel 12.2 ausüben. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass für die Übertragung eines Blocks oder die Übertragung von Aktien nach einer Drag-along Mitteilung weder Vorkaufsrechte noch ein Rechte der ersten Ablehnung anzuwenden sind.

12.1.4 Bei Erfolgen der Übertragung des Blocks und der Wertpapiere der Übrigen Drag-Gesellschafter ist der entsprechende Kaufpreis bei Abschluss per Bareinlage mit mindestens 86 % des Kaufpreises zu zahlen, der für das letzte Vorkaufsrechts- Angebot zu zahlen gewesen wäre, beim Abschluss und der Rest kann Gegenstand für Forderungen oder Rücklagen aus der Transaktion oder entweder bezüglich der Übertragung oder anderweitig), an die verkaufenden Gesellschafter zu zahlen und der Komplementär hat die entsprechende Übertragung in das Anteilsverzeichnis der Gesellschaft einzutragen. Alle für die jeweiligen Anteile ausgestellten Zertifikate werden als ungültig betrachtet.

12.1.5 Prozentueller Anteil ist das Verhältnis zwischen der Anzahl der Anteile, die von der Drag-Mitteilung umfasst sein muss, beziehungsweise von dem Übertragenden Gesellschafter bei der jeweiligen Übertragung, und der Gesamtzahl der Anteile dieser Drag-Mitteilung, beziehungsweise von dem Übertragenden Gesellschafter, das pro Anteilklasse berechnet wird.

12.2 „Tag Along“-Rechte

12.2.1 Wenn ein Gesellschafter oder eine Gruppe von Gesellschaftern gemäß Artikel 10.1 („Übertragende Gesellschafter“) anbietet, eine beliebige Anzahl von Wertpapieren („Tag-Wertpapiere“) an einen Drittkäufer zu übertragen und keine „Drag Along“-Mitteilung an alle Gesellschafter verschickt wurde, hat der jeweilige Übertragende Gesellschafter mindestens 15 Werkstage vor dem angebotenen Abschluss einer solchen Übertragung eine schriftliche Mitteilung („Verkaufsmittteilung“) an alle übrigen Gesellschafter („Übrige Wertpapierinhaber“) zu verschicken, worin den Übrigen

Gesellschaftern die Option angeboten wird, sich an einer solchen angebotenen Übertragung durch Übertragung eines prozentuellen Anteils von Anteilen dieser Übrigen Gesellschafter an den Drittkäufer zu beteiligen (zur Vermeidung von Unklarheiten soll dies nur gelten, wenn Wertpapiere nicht bereits nach der Drag-Mitteilung zu übertragen sind). In dieser Verkaufsmitteilung muss die Identität des potenziellen Erwerbers, die Anzahl und die Klasse der von den Übertragenden Gesellschafter besessenen Anteile, deren Übertragung angeboten wird, der Kaufpreis pro Aktie sowie alle übrigen Bedingungen und Bestimmungen der Übertragung ausreichend detailliert angeben sein.

12.2.2 Jeder Übrige Gesellschafter kann innerhalb von [5 Werktagen nach Erhalt einer Verkaufsmitteilung eine schriftliche Mitteilung an den Übertragenden Gesellschafter (jeweils als „Tag Along-Mitteilung“ bezeichnet) versenden, worin erklärt wird, dass sich dieser Übrige Gesellschafter an dieser angebotenen Übertragung beteiligen will, unter Angabe der Anzahl der Anteile dieses Übrigen Gesellschafters, der bei dieser angebotenen Übertragung zu berücksichtigen ist, sowie die Anzahl und Klassen, die dem Prozentuellen Anteil entsprechen.

12.2.3 Diese „Tag Along“-Mitteilung begründet eine verbindliche Zustimmung des Übertragenden Gesellschafters und der beteiligten Übrigen Gesellschafter zum Kauf bzw. zum Verkauf der jeweiligen Anzahl der Anteile dieser Übrigen Gesellschafter an den Drittkäufer. Die Gesellschaft hat die Eintragung einer Übertragung von Wertpapieren des Übertragenden Gesellschafters zu verweigern, sofern der Drittkäufer nicht auch die Wertpapiere der Übrigen Gesellschafter gemäß diesem Artikel 12.2. erwirbt.

12.2.4 Wenn keiner der Übrigen Gesellschafter rechtzeitig eine „Tag Along“-Mitteilung bezüglich der in der Verkaufsmitteilung angebotenen Übertragung an den Übertragenden Gesellschafter verschickt, ist der Übertragende Gesellschafter berechtigt, die in der Verkaufsmitteilung bezeichneten Anteile zu den in der Verkaufsmitteilung festgelegten Bedingungen und Modalitäten innerhalb von 60 Werktagen nach dem für die Zustellung der „Tag Along“-Mitteilungen festgesetzten Datum zu übertragen. Wenn einer oder mehrere der Übrigen Gesellschafter rechtzeitig eine „Tag Along“-Mitteilung an den Übertragenden Gesellschafter verschicken, so hat sich der Übertragende Gesellschafter bestmöglich darum zu bemühen, zu veranlassen, dass der potenzielle Erwerber einem Erwerb von sämtlichen Anteilen zustimmt, die in allen „Tag Along“-Mitteilungen bezeichnet sind, die rechtzeitig an den übertragenden Aktionär übermittelt wurden, und zwar zu denselben Bedingungen und Konditionen (nach dem prozentuellen Anteil, auch für jede jeweilige Klasse), wie sie für die Anteile des übertragenden Aktionärs gelten. Wenn dieser potenzielle Erwerber nicht bereit ist oder nicht in der Lage ist, alle von diesem Verkauf umfassten angebotenen Aktien zu diesen Bedingungen zu erwerben, kann der Übertragende Gesellschafter beschließen, entweder die angebotene Übertragung zu widerrufen, oder die maximale Anzahl der Aktien, die der (die) potenzielle(n) Erwerber zu kaufen bereit ist (sind), pro Klasse zwischen dem übertragenden Aktionäre und den übrigen Aktionären zuzuteilen, die rechtzeitig „Tag Along“-Mitteilungen an den Übertragenden Gesellschafter übermittelt haben, im Verhältnis zu den Prozentuellen Anteilen dieser Aktionäre an der Gesellschaft. Wenn die in der Verkaufsmitteilung bezeichneten Anteile nicht innerhalb dieser oben genannten Frist und gemäß diesem Artikel 12.2 übertragen werden, dürfen sie nicht übertragen werden, bis sie den Gesellschaftern wieder nach den in Artikel 12.2 bezeichneten Verfahren (in dem jeweils geltenden Umfang) angeboten werden.

12.2.5 Jede Übertragung der Aktien der übrigen Aktionäre nach der „Tag Along“-Mitteilung muss (i) zur derselben Zeit wie der Abschluss der Übertragung der Tag-Anteile abgeschlossen sein, und zwar (ii) zu den Bedingungen und Konditionen nach dem Prozentuellen Anteil, auch für jede jeweilige Klasse, die mindestens so günstig wie die für die Tag-Anteile geltenden Bedingungen sein müssen.

12.2.6 Zur Vermeidung von Unklarheiten haben die übrigen Gesellschafter weiter die Rechte gemäß Artikel 12.2, unabhängig davon, ob der Übertragende Gesellschafter gemäß seinen Verpflichtungen nach dem jeweils geltenden Artikel eine Verkaufsmitteilung übermittelt hat.

12.3 „ Investors Put Option“

Zu jedem Zeitpunkt ist einer der Investoren Anteilsinhaber und jeder der Investoren hat das Recht, seine (gesamten) Anteile an die Green Point Management Beteiligungs GmbH & Co. KG zu veräußern oder zu übertragen, dies zu einem Kaufpreis von EUR 1 für alle entsprechenden Anteile (die „Put Option“). Falls ein Investor von der Put Option Gebrauch macht („Ausübende Investor“), soll Artikel 11.1 Anwendung finden, vorausgesetzt, dass die Beneficiaries alle Investoren außer den Ausübende Investor umfassen und dass das Recht auf das erste Vorkaufsangebot von jedem Investor (außer dem Ausübenden Investor) angenommen worden ist, dies in der Höhe und Anzahl von Anteilen dieses Investors durch entsprechende Anzahl und Höhe von allen anderen Investoren (außer dem Ausübenden Investor), und, falls nicht alle Investoren das Recht des ersten Vorkaufsangebots annehmen, nur in entsprechenden Teilen. Wenn nicht jeder Investor das Recht des ersten Vorkaufsangebots ordnungsgemäß (also vollständig) annimmt, dann verpflichtet sich das zukünftige Management Partizipation Vehikel hiermit das (verbleibende) Put Option Angebot anzunehmen und alle denkbaren Maßnahmen zu unternehmen, einen derartigen Übertragung so bald wie möglich innerhalb von 15 Tagen nach dem Angebot zu realisieren.

12.4 Die Aktionäre bestätigen, dass weder ein Aktionär noch ein verbundenes Unternehmen eines Aktionärs verpflichtet ist, im Zusammenhang mit einer jeweiligen Übertragung gemäß diesem Artikel 12 Zusicherungen abzugeben, Gewährleistungen zu übernehmen oder Entschädigungen zu leisten, mit Ausnahme von Zusicherungen, Gewährleistungen und Entschädigungsleistungen, die pro rata von den/ die Drag Gesellschafter beziehungsweise von den Übertragenden Gesellschaftern, und mit Rücksicht auf die (bereinigte) Anzahl ihrer Aktien, welche nur vom Aktionär zum Zwecke der Sicherung von Zusicherungen, Gewährleistungen und Entschädigungsleistungen gegeben werden; sofern jegliche Forde-

rungen, gegen jegliche Übrigen Drag-Gesellschafter, die sich aus dem entsprechenden Übertragungsvertrag ergeben, sind durch einen Maximalbetrag von 10% des Kaufpreises aller Übrigen Drag-Gesellschafter gekappt (um Missverständnissen vorzubeugen, ungeachtet dessen ob dieser Betrag oder Teile davon hinterlegt werden oder nicht), außer für Forderungen Zusicherungen, Gewährleistungen und Entschädigungsleistungen für Wertpapieren aus (klaren) Eigentumsverhältnissen, die durch einen Maximalbetrag des Kaufpreises gekappt sind. Der Drittkäufer muss in dem Kaufvertrag mit dem Drag-Gesellschafter oder dem Übertragenden Gesellschafter erklären, dass nur gegen die anderen Drag Wertpapierinhaber vorgeht, oder dass andere Drag Wertpapierinhaber für den Fall der Verletzung von Garantie und Gewährleistungsrechten, wie sie Artikel 12.4 entsprechen, für eine solche Summe für andere Drag Wertpapierinhaber haften die letzten Endes auf einer (pro rata basis) nicht höher als 14 % des Kaufpreises für das erste Vorkaufsrechtangebot sind (und wie dieser Preis zwischen den Drittkäufern im Falle des Garantieeintritts verabredet worden ist, und erklären das einzige Rechtsmittel gegen die Übrigen Drag-Gesellschafter beziehungsweise die Übrigen Wertpapierinhaber, je nach Fall, darstellen.

Art. 13. Zulässige Übertragung von Aktien.

13.1 Aktien dürfen von einem Aktionär, der er eine natürliche Person ist, an ein Familienmitglied übertragen werden, das sind, im Verhältnis zu einer natürlichen Person, die Gattin, die Witwe oder der Witwer dieser Person und die Kinder und Enkel dieser Person (auch Stiefkinder und adoptierte Kinder und Enkel) oder eine Vertrauensperson, das sind, im Verhältnis zu einer natürlichen Person, eine Vertrauensperson, bei der keine vorteilhafte Beteiligung an einem der Aktien für die Zeit auf eine andere Person übergeht als an diese Person und/oder an ein Familienmitglied dieser Person, dieses Gesellschafters, oder von einem Familienmitglied oder von einer Vertrauensperson auf ein anderes Familienmitglied oder an eine Vertrauensperson desselben Gesellschafters, oder von den Begünstigten einer Vertrauensperson an neue Begünstigte derselben Vertrauensperson, sofern im Sinn dieses Artikels 13 eine Vertrauensperson, ein Begünstigter einer Vertrauensperson und eine Person, die ein Familienmitglied ist, keine Person oder kein Unternehmen ist, die (das) sich in Insolvenz oder in Konkurs befindet, oder eine Person oder ein Begünstigter in einem Insolvenzoder Konkursverfahren. Artikel 13 .1 in Verbindung mit Artikel 13.3 sollen ebenfalls Anwendung finden für Übertragungen von Raycrowm Limited zu einem Familienmitglied oder Treuhänder von Philippe Graf von Stauffenberg, oder zwischen Florida Greenpoint LLC und einem Familienmitglied oder Treuhänder von Lorne Abony und zwischen HHMAJG Co .LLC und einem Familienmitglied oder Treuhänder von Hyman Bielski.

13.2 Wenn bei einem Familienmitglied, das Aktien von einem Aktionär nach diesem Artikel 13 erworben hat, die Zugehörigkeit als Familienmitglied zu diesem Gesellschafter wegfällt (auch gemäß Artikel 13.3), wodurch die Übertragung als Zulässige Übertragung gemäß diesem Artikel 13 qualifiziert wird, so hat dieses Familienmitglied die jeweiligen Aktien unverzüglich an diesen Aktionär zu einer Vergütung zurück zu übertragen, die sie vereinbaren können, oder im Fall des Nichtzustandekommens einer Vereinbarung innerhalb von 10 Tagen nach dem Verlust der Eigenschaft als Familienmitglied, und zwar zu der Vergütung (falls eine solche vereinbart wurde), die dieses Familienmitglied für den Erwerb geleistet hatte. Falls diese Übertragung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgeschlossen wird, kann der Komplementär einen seiner Direktoren ernennen, um die Dokumente zur Übertragung zugunsten des ursprünglichen Aktionärs zu unterzeichnen und er hat dafür zu sorgen, dass der Name des ursprünglichen Aktionärs in Bezug auf diese Aktien in das Aktienregister eingetragen wird, und es wird angenommen, dass der jeweilige Erwerber und Veräußerer dieser Ernennung zugestimmt haben. Diese Bestimmungen gelten sinngemäß auch für eine Vertrauensperson, die Aktien von einem Gesellschafter gemäß diesem Artikel 13 erworben hat und die nicht mehr der Definition einer „Vertrauensperson“ entspricht, sodass die Begünstigten der Vertrauensperson die jeweiligen Aktien unverzüglich an den ursprünglichen Aktionär oder an ein Familienmitglied dieses ursprünglichen Gesellschafters zurück übertragen müssen.

13.3 Bei Tod eines Gesellschafters können die von diesem Gesellschafter an ein Familienmitglied übertragenen Aktien bei diesem Familienmitglied verbleiben und die von diesem Aktionär zum Zeitpunkt des Todes gehaltenen Aktien dürfen an ein Familienmitglied übertragen werden, sofern jedenfalls das Familienmitglied, das diese Aktien besitzt, nicht die Rechte gemäß Artikel 12.2 besitzt. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt jedoch, dass für den jeweiligen Aktien Artikel 12.1 gilt.

13.4 Im Übrigen darf jeder Aktionär wie folgt Aktien übertragen:

13.4.1 jederzeit an ein verbundenes Unternehmen dieses Aktionärs (zur Vermeidung von Unklarheiten umfasst dies auch eine indirekte Übertragung aufgrund einer Restrukturierung der Gesellschaft), sofern für den Fall, dass wenn ein verbundenes Unternehmen, das von diesem Aktionär Aktien erworben hat, die Eigenschaft als verbundenes Unternehmen dieses Aktionärs verliert, das verbundene Unternehmen die Aktien unverzüglich an den Aktionär (oder an eines seiner verbundenen Unternehmen) zurück übertragen muss;

13.4.2 jederzeit an eine Person im Fall einer Übertragung nach der Tag- oder Drag-Mitteilung; um Unklarheiten zu vermeiden, für einen Übertragung, der solche Tag und Drag verlangt, muss eine qualifizierte Mehrheit gemäß Artikel

13.4.4 bestehen.

13.4.3 jederzeit im Rahmen eines Management-Anreizprogramms der Gesellschaft, falls ein solches besteht;

13.4.4 jederzeit, wenn dies gemäß Artikel 11 zulässig ist (auch Übertragungen von H.I.G. an Drittkäufer nach den entsprechenden Verfahren gemäß Artikel 11) und

13.4.5 gemäß Artikel 12.3 .

13.5 Unter Beachtung sonstiger relevanter Bestimmungen dieser Satzung ist der Vorstand verpflichtet, jede Zulässige Übertragung einzutragen, die unter die Bestimmungen dieses Artikels 13 fällt.

C. Generalversammlung

Art. 14. Befugnisse der Hauptversammlung.

14.1 Eine ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung stellt eines der Organe der Gesellschaft dar. Die Hauptversammlung besitzt nur die Befugnisse, die ihr nach Gesetz und gemäß dieser Satzung zwingend vorbehalten sind.

14.2 Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, so hat dieser Aktionär die Befugnisse der Hauptversammlung auszuüben. Soweit anzuwenden, und soweit der Begriff „Einziger Aktionär“ in dieser Satzung nicht ausdrücklich erwähnt wird, ist in diesem Fall gilt ein Verweis auf den in dieser Satzung verwendeten Begriff „Hauptversammlung“ zur Bezeichnung des „einzigen Aktionärs“.

Art. 15. Einberufung von Hauptversammlungen.

15.1 Die Hauptversammlung kann jederzeit durch den Vorstand des Komplementärs einberufen werden, oder durch den (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, falls gegebenenfalls solche bestellt wurden, und wird an dem Ort und an dem Tag abgehalten, der in der Verständigung über diese Generalversammlung angegeben ist.

15.2 Jährliche Hauptversammlung

15.2.1 Die jährliche Hauptversammlung kann auch im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach der absoluten und endgültig bindenden Beurteilung des Komplementärs aufgrund außergewöhnlicher Umstände erforderlich ist.

15.2.2 Andere Versammlungen der Gesellschaft können an dem Ort und zu der Zeit in Luxemburg abgehalten werden, wie es in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen für die Versammlung festgelegt ist.

15.3 Der Vorstand des Komplementärs, oder gegebenenfalls der (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, muss (müssen) eine jährliche Hauptversammlung innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Abschluss der Bücher der Gesellschaft einberufen, die in der Gemeinde abzuhalten ist, wo sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an einem anderen Ort, der in der Verständigung über diese Versammlung angegeben ist. Die jährliche Hauptversammlung wird am zweiten Dienstag im Mai um 10.00 abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, muss die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag stattfinden.

15.4 Der Vorstand des Komplementärs, oder gegebenenfalls der (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, darf (dürfen) jederzeit eine außerordentliche Hauptversammlung einberufen. Jede außerordentliche Hauptversammlung kann auch von einem (oder mehreren) Aktionären einberufen werden, der (die) Aktien von 10% oder mehr des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft besitzt (besitzen).

15.5 In der Einberufungsmitteilung für eine Hauptversammlung muss die Tagesordnung der Versammlung, sowie der Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten sein, und diese Mitteilung ist mindestens 14 Tage vor dem für die Versammlung angesetzten Termin per Einschreiben an jeden Aktionär zu verschicken.

15.6 Ein oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens 10% des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft vertreten, können die Ergänzung eines oder mehrerer Punkte auf der Tagesordnung einer Generalversammlung verlangen. Ein solcher Antrag muss mindestens sieben Tage vor dem für die Versammlung angesetzten Termin per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft verschickt werden.

15.7 Wenn alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige schriftliche Mitteilung abgehalten werden. Auf das Schriftlichkeitsgebot kann verzichtet werden, wenn die Zustimmung von einem Gesellschafter in Bezug auf sich selbst in schriftlicher Form erteilt wird, entweder als Original, per Fax oder per E-Mail.

Art. 16. Quorum, Abhaltung von Hauptversammlungen.

16.1 Sofern gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist, ist eine (jährliche oder außerordentliche) Hauptversammlung nicht beschlussfähig, sofern (innerhalb von dreißig Minuten nach dem für diese Generalversammlung angesetzten Zeitpunkt) so viele Gesellschafter in der Versammlung anwesend oder vertreten sind, die mindestens 75% des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft besitzen. Wenn in einer Versammlung kein Quorum gegeben ist oder während einer Versammlung das Quorum nicht mehr besteht, so wird die Versammlung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte, für die kein Quorum gegeben ist, auf einen Zeitpunkt von 10 Tagen nach dieser vertagten Versammlung zu derselben Zeit und an derselben Adresse vertagt. Die Mitteilung über die neuerliche Einberufung ist durch den Vorsitzenden des Vorstands des Komplementärs innerhalb von 24 Stunden nach der Vertagung an alle Gesellschafter zu verschicken und hat die Tagesordnungspunkte, für die kein Quorum gegeben ist, sowie das Datum und die Ergebnisse der vertagten Versammlung anzugeben. Die einberufene Versammlung ist in Bezug auf die vertagten Tagesordnungspunkte unabhängig von dem Verhältnis der anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlussfähig.

16.2 In jeder Hauptversammlung der Gesellschafter ist ein Sitzungsausschuss für die Versammlung zu bilden, bestehend aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler, von denen jeder durch die Hauptversammlung zu ernennen ist, wobei sie keine Gesellschafter sein müssen.

16.3 Wenn alle in der Hauptversammlung der Aktionäre anwesenden Aktionäre beschließen, dass sie die Ordnungsmäßigkeit der Stimmen kontrollieren können, so können die Aktionäre einstimmig beschließen, dass sie nur (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine einzelne Person ernennen, die die Rolle des Ausschusses übernehmen und in diesem Fall besteht keine Notwendigkeit der Ernennung eines Stimmzählers. Jede Verweis auf einen „Versamm-

lungsausschuss" gilt als ein Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“, oder gegebenenfalls auf die einzelne Person, die die Rolle des Ausschusses übernimmt, je nach dem Kontext und soweit anzuwenden.

16.4 Der Ausschuss der Versammlung hat dafür zu sorgen, dass die Versammlung nach den geltenden Vorschriften abgehalten wird, insbesondere nach den Vorschriften über die Einberufung, Mehrheitserfordernisse, Zusammenzählung der Stimmen und Vertretung der Aktionäre.

16.5 Es muss auf jeder Hauptversammlung eine Anwesenheitsliste geführt werden.

16.6 Teilnahme an Versammlungen

16.6.1 Jeder Aktionär kann an jeder Hauptversammlung durch Ernennung einer anderen Person, gleichgültig, ob sie Aktionäre ist oder nicht, als sein Bevollmächtigter teilnehmen, wobei die Ernennung in schriftlicher Form als Original, per Fax, E-Mail oder Telegramm erfolgt, und eine Kopie als ausreichender Nachweis darüber gilt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten. Der Komplementär kann weitere Bedingungen festlegen, die von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

16.6.2 Jeder Aktionär kann an einer Hauptversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, wobei alle Teilnehmer der Versammlung einander ständig hören und miteinander ständig sprechen und ordnungsgemäß beraten können, und die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel als persönliche Anwesenheit in der Versammlung gilt.

16.6.3 Jeder Aktionär kann in einer Hauptversammlung durch einen unterschriebenen Stimmzettel abstimmen, der per Post, e-Mail, Fax oder sonstige Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufungsmittel angegebene Adresse verschickt wird. Die Gesellschafter dürfen nur die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellten Stimmzettel verwenden, worin zumindest der Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung der Versammlung, der zur Entscheidung der durch die Versammlung eingereichte Antrag angegeben sind, sowie für jeden Antrag drei Kästchen, sodass der Aktionäre in Bezug auf jeden beabsichtigten Beschluss durch Ankreuzen des entsprechenden Kästchens jeweils dafür oder dagegen stimmen kann, oder sich der Stimme enthalten kann.

16.6.4 Stimmzettel, die für einen beabsichtigten Beschluss nicht nur (i) eine Stimme zugunsten des Antrags oder (ii) eine Stimme gegen den beabsichtigten Beschluss oder (iii) eine Enthaltung enthalten, sind in Bezug auf einen solchen Beschluss nichtig. Die Gesellschaft hat nur solche Stimmzettel zu berücksichtigen, die vor der Hauptversammlung erhalten wurden, worauf sie sich beziehen.

Art. 17. Zustimmung der Aktionäre.

17.1 Außer soweit gesetzlich anderes vorgeschrieben ist, müssen alle Anträge, die von den Aktionären zur Entscheidung vorgelegt werden, durch einfache Mehrheit der anwesenden oder wirksam vertretenen Aktionären beschlossen werden.

17.2 Für bestimmte, in der Vereinbarung der Wertpapierinhaber angeführte Maßnahmen, die die Gesellschaft zu ergreifen hat, ist neben einem Gesellschafterbeschluss oder einem Vorstandsbeschluss oder anderer Maßnahmen darüber hinaus die vorherige schriftliche Zustimmung der Gesellschafter erforderlich, die mindestens 75% des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft besitzen („Zweidrittelmehrheit“). Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass zur Berechnung dieser besonderen Mehrheit jeder Aktionär mitgezählt wird und zur Zustimmung berechtigt ist, selbst wenn ihm sonst eine Abstimmung verboten wäre.

Art. 18 Satzungsänderung. Vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen kann diese Satzung durch einen Hauptversammlungsbeschluss mit einer Mehrheit von zwei Drittel der in dieser Versammlung gültig abgegebenen Stimmen geändert werden, wenn mindestens 75% des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft anwesend oder auf erste Aufforderung vertreten ist. Nach einer zweiten Aufforderung wird der Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Drittel der in der Versammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem Verhältnis des in der Versammlung anwesenden oder vertretenen Kapitals.

Art. 19. Protokolle von Hauptversammlungen.

19.1 Der Ausschuss einer Hauptversammlung der Aktionäre hat das Versammlungsprotokoll zu erstellen, das von den Mitgliedern des Ausschusses der Versammlung sowie von jedem Aktionäre auf Verlangen zu unterzeichnen ist.

19.2 Eine Kopie des Protokolls wird nach jeder Versammlung so schnell wie durchführbar an alle Aktionäre übermittelt.

19.3 Im Fall eines Alleingeschafters hat dieser auch ein Protokoll über seine Beschlüsse zu erstellen.

19.4 Kopien oder Auszüge aus diesen Protokollen müssen durch den Notar beglaubigt werden, der die Originalurkunde verwahrt, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde festgehalten wurde, oder durch zwei Mitglieder des Vorstands des Komplementärs.

D. Geschäftsführung

Art. 20. Befugnisse des Komplementärs.

20.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch den Komplementär geführt. Die anderen Gesellschafter dürfen sich an der Geschäftsführung der Gesellschaft weder beteiligen, noch dürfen sie sich in die Geschäftsführung einmischen, und sie haben es zu unterlassen, im Namen der Gesellschaft in irgendeiner Art und Weise oder in irgendeiner Eigenschaft zu handeln.

20.2 Der Komplementär erhält möglichst umfangreiche Befugnisse für alle Verfügungshandlungen und die Verwaltung, oder ihre entsprechende Veranlassung, sowie zur Ergreifung aller Maßnahmen, die zur Erreichung des Unternehmenszwecks der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind. Alle Befugnisse, die gemäß dem Gesetz oder dieser Satzung nicht zwingend der Generalversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Komplementärs.

20.3 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die Unterschrift des Komplementärs oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift der Person(en) verpflichtet, der diese Vertretungsmacht durch den Komplementär eingeräumt wurde. Die Gesellschaft kann einer Person, die allein oder gemeinsam mit anderen Personen als Vertreter der Gesellschaft handelt, auch Sondervollmachten einräumen.

Art. 21. Ersetzung des Komplementärs. Der Komplementär kann jederzeit ohne vorherige Ankündigung und ohne Angabe von Gründen durch einen Generalversammlungsbeschluss in der Weise abberufen und ersetzt werden, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist und die Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens 75 % des ausgegebenen Gesellschaftskapitals halten.

Art. 22. Unbesetzte Funktion des Komplementärs. Bei Tod, Geschäftsunfähigkeit oder einem sonstigen Umstand, der den Komplementär an der Ausübung des Amtes als Geschäftsführer der Gesellschaft hindert, wird die Gesellschaft nicht unmittelbar aufgelöst und abgewickelt, sofern die Hauptversammlung ohne schuldhaftes Zögern einen Verwalter ernennt, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, damit er dringende Handlungen und einfache administrative Handlungen vornimmt, bis eine Hauptversammlung abgehalten wird, die der Verwalter in einem solchen Fall innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach seiner Ernennung einberufen muss. In dieser Hauptversammlung werden die Aktionäre über die Ernennung eines Nachfolgers für den Komplementär beschließen. In Ermangelung dieser Ernennung ist die Gesellschaft aufzulösen oder muss ihre Rechtsform ändern.]

Art. 23. Schriftliche Beschlüsse.

23.1 Der Komplementär hat seine Beschlüsse schriftlich zu verfassen und zu unterzeichnen.

23.2 Kopien oder Auszüge aus diesen Beschlüssen müssen von drei Mitgliedern des Vorstands des Komplementärs beglaubigt werden, wobei einer von ihnen von Raycrown Limited, einer von ihnen von H.I.G. Europe – Duales System Deutschland, Ltd und einer von ihnen von DSD Holdings Limited zur Ernennung vorgeschlagen sein musste.

E. Überwachung der Gesellschaft

Art. 24. Aufsichtsrat.

24.1 Die Aufsicht über die Geschäfte der Gesellschaft erfolgt durch einen Aufsichtsrat („Aufsichtsrat“), bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern. Der Aufsichtsrat kann vom Komplementär zu Fragen konsultiert werden, die der Komplementär bestimmen kann, und er kann den Komplementär zu Handlungen ermächtigen, welche die Befugnisse des Komplementärs gemäß dem Gesetz oder einer Verordnung oder nach den Bestimmungen dieser Satzung überschreiten. Die Hauptversammlung der Aktionäre soll die Mitglieder des Aufsichtsrats bestellen und ihre Anzahl, Benennung und Amtsdauer festlegen, die nicht sechs (6) Jahre überdauern soll. Die Mitglieder des Aufsichtsrats können wiedergewählt werden. Der Aufsichtsrat soll eines seiner Mitglieder zum Vorsitzenden wählen. Jedes Mitglied des Aufsichtsrats kann von der Gesellschafterversammlung zu jedem Zeitpunkt ohne Vorankündigung und grundlos ausgetauscht werden.

24.2 Die Mitglieder des Aufsichtsrats haben ein uneingeschränktes ständiges Aufsichts- und Kontrollrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Zur Durchführung ihrer Aufsichtspflichten besitzt der Aufsichtsrat die Befugnisse eines gesetzlichen Abschlussprüfers (commissaire).

24.3 Wenn die Aktionäre der Gesellschaft gemäß Artikel 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handelsregister, die Buchführung und die Jahresabschlüsse von Unternehmen einen oder mehrere unabhängige(n) Abschlussprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt das Organ des Aufsichtsrats.

24.4 Ein unabhängiger Abschlussprüfer darf durch die Generalversammlung nur begründet oder mit seiner Zustimmung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am [ersten Januar] von jedem Jahr und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Gewinne.

26.1 Von den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft müssen mindestens 5% für die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft zugeführt werden. Diese Zuteilung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange der Gesamtbetrag der Rücklage der Gesellschaft 10% des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft beträgt.

26.2 Geleistete Beträge an die Gesellschaft durch einen Gesellschafter können auch für die gesetzliche Rücklage verwendet werden, wenn dieser Gesellschafter der Zuteilung zustimmt.

26.3 Im Fall einer Kapitalherabsetzung kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft in demselben Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie nicht mehr als 10% des ausgegebenen Stammkapitals beträgt.

26.4 Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen hat der Komplementär zu bestimmen, wie der Restbetrag des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß der Vereinbarung der Wertpapierinhaber zu verwenden ist.

Art. 27. Zwischendividenden - Agio.

27.1 Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen kann der Komplementär Zwischendividenden ausschütten.

27.2 Falls ein Agio besteht, kann es durch einen Beschluss des Komplementärs frei an die Gesellschafter verteilt werden, vorbehaltlich eventueller gesetzlicher Vorschriften über die Unveräußerlichkeit des Stammkapitals und der gesetzlichen Rücklage.

G. Abwicklung

Art. 28. Abwicklung.

28.1 Unbeschadet Artikel 2 hat der Komplementär im Fall des Verlustes der Hälfte des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft eine Generalversammlung einzuberufen, die innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten ab dem Zeitpunkt abzuhalten ist, an dem dieser Verlust eingetreten ist oder durch den Komplementär festgestellt werden hätte sollen. In diesem Fall hat die Hauptversammlung über die Auflösung der Gesellschaft zu beschließen, wie es für angemessen befunden wird, und in der Art und Weise, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

28.2 Dieselben Vorschriften gelten bei einem Verlust von mindestens drei Viertel des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft, und in diesem Fall darf die Auflösung nur dann erfolgen, wenn sie von einem Viertel der in der Generalversammlung gültig abgegebenen Stimmen genehmigt wurde. Alle Aktionäre erklären sich damit einverstanden, dass sie nicht für eine derartige Auflösung abstimmen werden, sondern anstatt dessen für den Fortbestand der Gesellschaft, es sei denn, dass die Auflösung der Gesellschaft ist durch eine im Vorfeld abgegebene schriftliche Einverständniserklärung der Aktionäre, die mindestens 75 % des Aktienkapitals halten, zum Ausdruck gebracht worden.

28.3 Bei einer Auflösung der Gesellschaft ist die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchzuführen, die natürliche oder juristische Personen sind, von der Hauptversammlung ernannt wurden, worin die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wurde, und die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren festlegen soll. Artikel 21.4 gilt jeweils für die Zuteilung der Nettoerlöse aus den Vermögenswerten der Gesellschaft nach der Abwicklung, falls solche verbleiben. Am Ende der Abwicklung der Gesellschaft werden alle Beträge, die von den Gesellschaftern nicht geltend gemacht wurden, an die Caisse des Consignations gezahlt, die sie zum Nutzen der jeweiligen Gesellschafter für die gesetzlich vorgesehene Frist aufbewahrt. Nach Ablauf dieser Frist fällt der Restbetrag dem Staat Luxemburg zu.

H. Geltendes Recht, Referenzsprache

Art. 29. Geltendes Recht, Referenzsprache. Für diese Satzung gelten die rechtlichen Bestimmungen und Auslegungsregeln des luxemburgischen Rechts. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten gilt das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung (der „Gesellschaftsgesetz“). Der englische Text dieser Satzung ist der verbindliche.

Siebter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, den Namen der Gesellschaft von „H.I.G. Luxembourg Holdings Thirteen S.C.A.“ in „Green Point Holdings S.C.A.“ zu ändern.

Achter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt KPMG Audit S.à.r.l., eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend gemäß Luxemburger Recht mit Geschäftssitz in 9, Allée Scheffer, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 103590, als unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft im Austausch gegen den Aufsichtsrat (conseil de surveillance) der Gesellschaft zu ernennen. Das Mandat des unabhängigen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé) endet mit der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, die zur Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr mit Ende zum 31. Dezember 2011 einberufen wird.

Die Hauptversammlung beschließt weiterhin, den Mitgliedern des Aufsichtsrats (conseil de surveillance) der Gesellschaft für ihr Mandat vom Gründungsdatum der Gesellschaft bis zum Datum dieser Hauptversammlung Entlastung zu erteilen. Da keine weiteren Angelegenheiten vorliegen, wird die Hauptversammlung beendet.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, gibt hiermit an, dass die vorliegende Urkunde auf Bitte der erschienenen Personen in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wird. Auf Bitte der gleichen erschienenen Personen und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Version ist die englischsprachige Version maßgebend.

Auf dieser Grundlage wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum erstellt.

Das Dokument wurde den erschienenen Personen, die dem Notar alle mit Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen.

Signé: F. BARK, F. KINDLER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 février 2011. Relation: LAC/2011/7731. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011030406/1847.

(110036728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

VDL Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 2, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 92.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Référence de publication: 2011046855/10.

(110052114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Sàrl du Clos des Acacias, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 121.507.

Le bilan au 31.12.2009 de la société SARL DU CLOS DE ACACIAS a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011046804/13.

(110052608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Veranda-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9689 Tarchamps, 30, Um Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 95.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046856/10.

(110052621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Wilic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 150.115.

Les comptes annuels au 31 janvier 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011046860/10.

(110052470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Wacapou Leasing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.849.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046862/10.

(110052189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Yoaké Lounge Spa Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 98, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 110.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046864/10.

(110052696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

OWR Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.042.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth of February.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of OWR Holdings S.A., (the Company), a public limited liability company (société anonyme) having its registered office at L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 105.042, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on December 16, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (the Memorial) on March 25, 2005 under number 273. The articles of association were last amended by a deed of the Undersigned notary, on September 21, 2009, published in the Memorial on December 1, 2009 under number 2342.

The meeting was opened by Mr Patrice GALLASIN, lawyer, having his professional address in Luxembourg, being in the chair,

who appointed as Secretary, Mrs Isabel DIAS, private employee, having her professional address in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer, Mr Raymond THILL, "maître en droit", having his professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. - The agenda of the meeting is the following:

- 1) Creation of two classes of directors, namely the class A directors and the class B directors;
- 2) Amendment of article 10 of the Company's articles of association;
- 3) Miscellaneous.

II. - The sole shareholder represented, his proxyholder and the number of shares held by him are shown on an attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

III.- It appears from the attendance list, that all the two thousand two hundred (2,200) shares, representing the entire subscribed capital, are represented at the present extraordinary general meeting, so that the sole shareholder can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the sole shareholder, the sole shareholder unanimously took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to create two classes of directors, namely the class A directors and the class B directors.

Second resolution

As a consequence of the first resolution hereabove, the sole shareholder decides to amend and restate article 10 of the Company's articles of association, which will henceforth read as follows:

" **Art. 10.** The Company shall be bound in any circumstances by the joint signature of one class A director and one class B director or the single signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors."

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.
The document having been read to the person appearing, the latter signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des Vorstehenden:

Im Jahre zweitausend und elf, am fünfzehnten Februar.

Vor Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg,

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung des alleinigen Aktionärs der Gesellschaft OWR HOLDINGS S.A. statt, welche ihren Gesellschaftssitz in L-1470 Luxemburg, 70, route d'Esch hat („die Gesellschaft“) und am 16. Dezember 2004 gegründet wurde laut Urkunde von Notar Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 273 am 25. März 2005, zuletzt abgeändert gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 21. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2342 am 1. Dezember 2009.

Die Versammlung wird geleitet von Herrn Patrice GALLASIN, Jurist, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Der Präsident bestimmt zur Sekretärin Frau Isabel DIAS, Privatbeamtin, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Die Versammlung ernennt zum Stimmenzähler Herrn Raymond THILL, „maître en droit“, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Das auf diese Weise besetzte Büro, erklärte durch ihren Präsidenten und bat den den Notar zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung ist folgende:

1. Festsetzen von zwei Klassen von Verwaltungsratsmitgliedern, nämlich Klasse A und Klasse B.
2. Abänderung von Artikel 10 der Satzung.
3. Verschiedenes.

I. Dass der einzige vertretene Aktionär, sein Bevollmächtigter sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste eingetragen sind, die ne varietur von den gegenwärtigen Aktionären oder ihren Vertretern unterzeichnet wurde und diesem Protokoll beigefügt wird, um zusammen mit diesem bei dem Handelsregister hinterlegt zu werden;

II. Dass sich aus der Anwesenheitsliste ergibt, dass von den 2.200 ausgegebenen Aktien alle bei der Hauptversammlung gegenwärtig oder vertreten sind; sodass die Hauptversammlung mithin rechtmäßig zusammengelassen ist, um wirksam über die Tagesordnung zu beschließen.

Nachdem über die Tagesordnungspunkte beraten wurde, wurden einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss:

Der einzige Aktionär beschliesst zwei Kategorien von Verwaltungsratsmitgliedern einzusetzen, nämlich Klasse A und Klasse B.

Zweiter Beschluss:

Infolge des ersten Beschlusses wird Artikel 10 der Satzung abgeändert und in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

“ **Art. 10.** Die Gesellschaft wird in allen Fällen rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes A und eines Verwaltungsratsmitgliedes B oder durch die Einzelunterschrift von Personen denen Einzelunterschrift delegiert wurde.”

Nachdem die Tagesordnung erschöpft war und niemand das Wort ergriff wurde die Versammlung beendet.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht, stellt fest, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien die vorliegende Urkunde in einer englischen Fassung, gefolgt von einer deutschen Fassung erstellt wird und dass im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version maßgeblich sein soll.

Sodann wurde die vorliegende Urkunde am Tage wie eingangs erwähnt erstellt.

Nachdem das Dokument den Anwesenden vorgelesen worden war, wurde die vorliegende Urkunde von den erschienenen Parteien zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: P. Gallasin, I. Dias, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 février 2011. LAC/2011/8557. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Référence de publication: 2011026707/97.

(110032663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Zebedee S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 147.447.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046867/10.

(110052282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Art Bâti SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5886 Alzingen, 496A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg E 4.411.

Suite à la cession de parts du 19.02.2011,

Monsieur FERREIRA DOS SANTOS Agostinho cède ses parts à

Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.

À la suite de cette cession, les parts sociales représentant l'intégralité du capital de la société Art Bâti SCI sont réparties
comme suit:

Mme SANTOS Angela	50 parts
Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.	50 parts
Total:	100 parts

Alzingen, le 3.03.2011.

Référence de publication: 2011046873/16.

(110037737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

AHS International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 96.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046878/10.

(110037789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

AHS International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 96.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046879/10.

(110037791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Art Bâti SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5886 Alzingen, 496A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg E 4.411.

Suite à l'assemblée générale du 19.02.2011,

Monsieur FERREIRA DOS SANTOS Agostinho démissionne de la fonction de gérant et cède ses parts à

Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.

Les associés ont nommé Mme Santos Angela gérante pour une durée indéterminée, adresse: L-4874 Lamadelaine, Grand-rue, 15. La société est dorénavant engagée par la seule signature de la gérante ceci en toutes circonstances. Alzingen, le 3.03.2011.

Référence de publication: 2011046874/13.

(110037737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

AMPOS Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.081.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Ampos Holding S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2011046880/15.

(110037440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Provibe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, Zone Industrielle Am Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 95.903.

L'an deux mille dix, le vingt neuf décembre,

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Provibe S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95.903, ayant son siège social à L-3327 Crauthem, Z.I. «Im Bruch», (ci-après la «Société»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 15 septembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1091 du 21 octobre 2003, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée est déclarée ouverte à 14.55 heures sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Madame Cristiana SCHMIT, employée demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Constat que Oval S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.778, ayant son siège social à L-3327 Crauthem, Z.I. «Im Bruch», Rue de Hellange, (ci-après la «Société Absorbante»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 25 avril 2005, publié au Mémorial C numéro 958 du 29 septembre 2005, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, est l'actionnaire unique de la Société (ci-après également la «Société Absorbée»).

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2530 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'actionnaire de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale CONSTATE que la Société Absorbante est devenu l'actionnaire unique de la Société Absorbée en vertu d'un contrat de cession daté du 15 novembre 2010.

Deuxième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010 et publié au Mémorial C numéro 2529 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

Troisième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Quatrième résolution

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Cinquième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à (i) deux administrateurs de la société Olos Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.333, et ayant son siège social à L-2370 Howald (Hesperange), 1, rue Peterelchen, Grand-Duché de Luxembourg, agissant conjointement, et (ii) un administrateur de la société Olos Management S.A., précitée, agissant conjointement avec soit Monsieur Daniel Gillard, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, soit Monsieur Marc Streibel, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à 1.300,- EUR.

Dont acte fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristina SCHMIT, Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 07 janvier 2011. Relation GRE/2011/171. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME

Junglinster, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026728/97.

(110031864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Zermattel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Zermattel S.à r.l.

Référence de publication: 2011046865/11.

(110052770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Archon Investments S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 124.199.

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société du 4 mars 2011 qu'a été révoquée, avec effet au 3 février 2011, de ses fonctions de commissaire aux comptes de la Société, la société à responsabilité limitée Audit & Consulting Services S.à r.l., établie et ayant son siège social au 9-11 rue Louvigny L-1946 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151 342, le mandat prendra fin lors de l'assemblée générale devant se tenir en 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011046881/16.

(110037686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Cheetah Resources, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.777.

Extract of the written resolutions taken by the sole shareholder of the Company on March 28, 2011:

Mr. Cédric CARNOYE has resigned from his position of type A manager of the Company with effective date on March 28, 2011.

It is proposed to appoint Ms. Adela M. IANCU, born on December 8, 1983 in Ploiesti, Romania, residing at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, as type A manager of the Company with effective date on March 28, 2011 for an undetermined duration in replacement of Cédric CARNOYE.

Consequently, the board of managers of the Company is now constituted as follows:

- Adela M. IANCU as type A manager of the Company;
- Steven DALE MAGNUSON as type B of the Company;
- Robin MERRIFIELD as type B manager of the Company; and
- Hugo FROMENT as type C manager of the Company.

Suit la traduction française de ce qui précède:

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 28 mars 2011:

M. Cédric CARNOYE a démissionné de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 28 mars 2011.

Il est proposé de nommer Madame Adela M. IANCU, née le 8 décembre 1983 à Ploiesti, Roumanie, résidant au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, comme gérant de type A de la Société avec effet au 28 mars 2011 pour une durée indéterminée en remplacement de M. Cédric CARNOYE.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société est maintenant composé comme suit:

- Adela M. IANCU comme gérant de type A de la Société;
- Steven DALE MAGNUSON comme gérant de type B de la Société;
- Robin MERRIFIELD comme gérant de type B de la Société; et
- Hugo FROMENT comme gérant de type C de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011045793/32.

(110051912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Art-Bâti Promotions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5886 Alzingen, 496A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 131.010.

Suite à la cession de parts du 19.02.2011,

Monsieur FERREIRA DOS SANTOS Agostinho démissionne et cède ses parts à Madame Santos Angela et Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.

À la suite de cette cession, les parts sociales représentant l'intégralité du capital de la société Art Bâti SCI sont réparties comme suit:

Mme SANTOS Angela	64 parts
Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.....	60 parts
Total:	124 parts

Alzingen, le 3.03.2011.

Référence de publication: 2011046882/16.

(110037701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Art-Bâti Promotions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5886 Alzingen, 496A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 131.010.

Suite à l'assemblée générale du 19.02.2011,

Monsieur FERREIRA DOS SANTOS Agostinho démissionne de la fonction de gérant et cède ses parts à Madame SANTOS Angela et Monsieur ALMEIDA SANTOS Tiago.

Madame SANTOS Angela a changé d'adresse: L-4874 Lamadelaine, Grand-rue, 15.

Les associés ont nommé Mme SANTOS Angela gérante pour une durée indéterminée.

La société est dorénavant engagée par la seule signature de la gérante ceci en toutes circonstances.

Alzingen, le 3.03.2011.

Référence de publication: 2011046883/14.

(110037701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Avalon Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 69.750.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 15 février 2011

Le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de transférer le siège social au 1 rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg avec effet au 4 février 2011.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011046884/13.

(110037409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Patricofisi S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 78.195.

Le conseil d'administration constate que le mandat d'administrateur de Maître Christian-Charles LAUER et le mandat de commissaire aux comptes de ERNST & YOUNG S.A. tous deux échus en 2004, n'ont jamais été renouvelés par l'assemblée générale des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011047039/11.

(110051615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

LDI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7795 Bissen, 3, Klenbousbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 159.032.

STATUTS

L'an deux mille onze, le dix février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Edwig de COCK, carrossier, né à Aalst (B) le 27 mai 1969, demeurant à L-9392 Wallendorf-Pont, Bigelbacherstrooss, 4.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "LDI S.à r.l.".

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la mise en valeur, et la vente d'un projet immobilier à 9154 Grosbous, 2, rue de Dellen.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Commune de Bissen.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,-EUR) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ huit cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-7795 Bissen, Klenbousbiërg, 3.
- 2.- Monsieur Edwig de COCK, carossier, né à Aalst (B) le 27 mai 1969, demeurant à L-9392 Wallendorf-Pont, Bigelbacherstrooss, 4, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique, y compris le pouvoir de constituer hypothèque et d'accorder mainlevée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Edwig de COCK, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 février 2011. Relation GRE/2011/781. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 23 février 2011.

Référence de publication: 2011026663/106.

(110032804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Breuilhe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 125.829.

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société du 28 février 2011 que le commissaire aux comptes de la Société, la société à responsabilité limitée Audit & Consulting Services S.à r.l., établie et ayant son siège social au 9-11 rue Louvigny L-1946 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151 342, a été révoquée avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011046893/15.

(110037691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Société Domaine de Bois Le Roi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6496 Echternach, 48, Montée Trooskneppchen.

R.C.S. Luxembourg B 99.424.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue au siège social, le 15 octobre 2009

- Conformément à la décision de l'Assemblée générale de ce jour, le Conseil d'Administration renouvelle le mandat d'Administrateur Délégué de M. René FALTZ, demeurant au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

- Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011046032/13.

(110051537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.
